

alternatives

non violentes



DDC

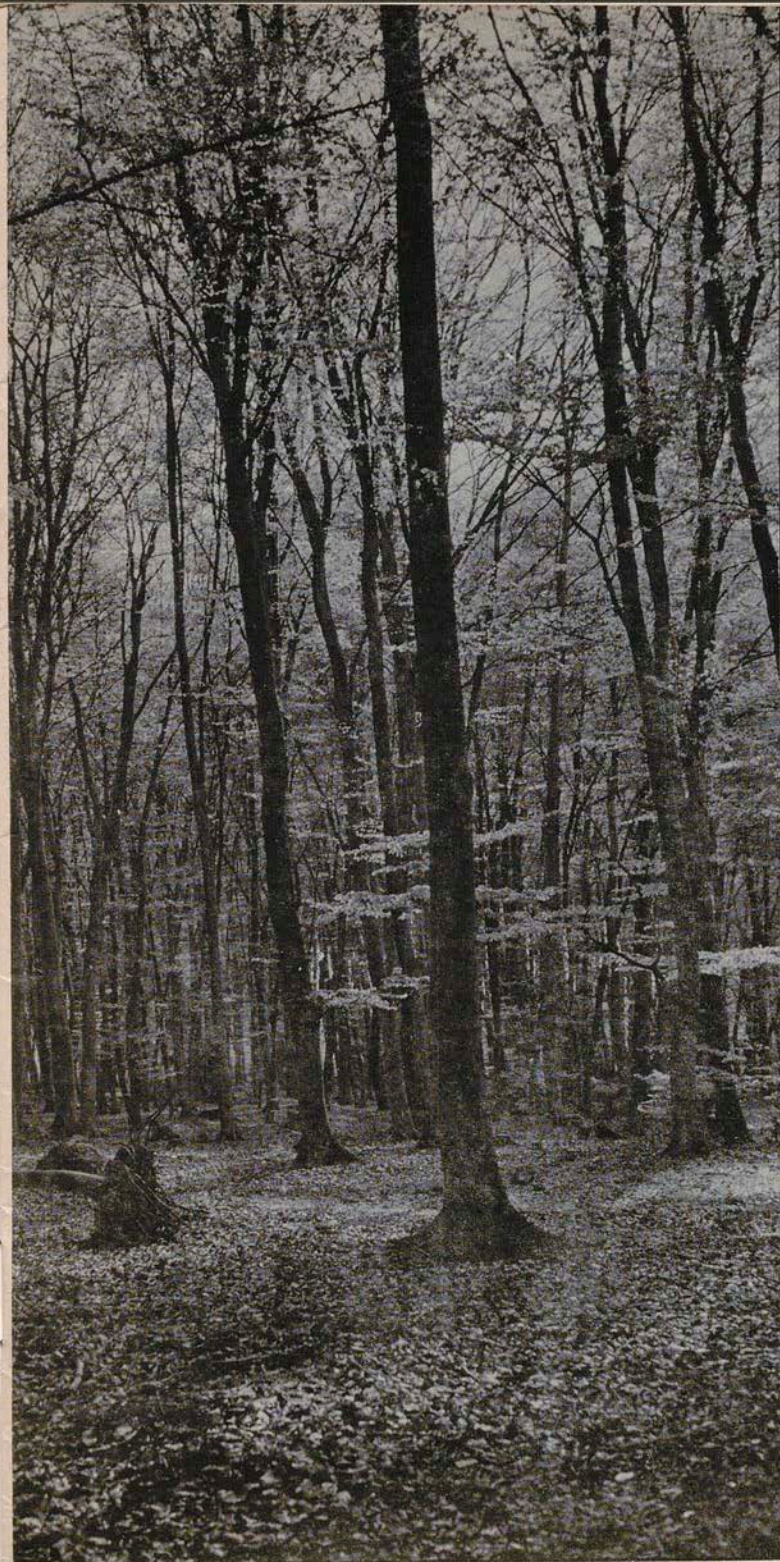
pourquoi la non violence ?

4

8° P 6112

revue bimestrielle 4f





EDITORIAL

Nous voici en pleine campagne électorale : demain peut-être la France aura un régime socialiste. Et s'il en est ainsi, tous les groupes de pression devront revoir leurs discours, les non violents comme les autres. Que dirons-nous ?

Dirons-nous que pour nous, un Etat socialiste (ou en marche vers le socialisme) et un Etat capitaliste, c'est du pareil au même ? Dirons-nous que pour nous, une armée utilisée par le capital et une armée pensée seulement pour défendre les choix d'une nation, c'est une même machine de guerre ? Nous l'avons dit. Mais quand le régime de Salvador Allende a été renversé dans le sang, pour la plupart nous avons manifesté qu'à notre avis un semblable régime méritait d'être soutenu, et nous avons regretté que l'Unité Populaire n'ait pas eu suffisamment conscience du danger que représentait naturellement l'armée ; qu'elle n'ait pas pensé à l'organisation d'une résistance populaire non violente.

Il n'y a pas longtemps, en France en tout cas, que les non violents parlent de façon politique et qu'ils jugent nécessaire de rallier ou de déterminer un plan d'ensemble qui permette d'en finir avec la société actuelle ; pas longtemps que la majorité d'entre eux se prononcent explicitement en faveur d'une société socialiste, et qu'ils se proposent de mettre la non violence au service de cette société, pour son avènement, son développement et son maintien. Mais de quel socialisme parlons-nous ? Du socialisme étatiste ? Du socialisme autogestionnaire ? D'un socialisme typiquement non violent (?)... Et quelle attitude aurons-nous par rapport à la Gauche du Programme Commun si les prochaines élections lui confient l'exercice du pouvoir ? Une attitude d'opposants comme celle que dans les faits au moins, nous avons eu jusqu'ici à l'égard du régime de la V^e République, ou une attitude de militants cherchant à faire évoluer les choses de l'intérieur ?

D'aucuns diront qu'il n'y a pas de problème ; que nous continuerons à nous battre pour ce en quoi nous croyons, avec les mêmes arguments, les mêmes armes ; que nous continuerons comme par le passé à désobéir civilement, de la même façon, et à dénoncer la répression qui pourra s'ensuivre. Nous savons cependant le jeu favorable à la prise du pouvoir par l'armée qu'ont fait, objectivement, ceux qui raisonnaient ainsi au Chili.

D'avril 1965 à ces derniers mois, un groupe anarchiste a fait paraître une petite revue d'un grand intérêt : ANARCHISME ET NON VIOLENCE. Le but poursuivi par ses réalisateurs était de passer au crible de la critique anarchiste les théories non violentes et de les mettre en pratique dans l'action directe. Après une trentaine de numéros, cette entreprise a périclité.

Pour notre part, la période à laquelle notre revue a été lancée, à l'automne dernier, après le putsch au Chili et en plein combat des Lip, nous a engagé dans la recherche d'un socialisme non violent. C'est pourquoi nous avons tenté un premier numéro sur l'antimilitarisme, laissant entendre que celui-ci ne pouvait qu'aller de pair avec l'anti-capitalisme. C'est pourquoi aussi nous avons demandé à un ami

marxiste cet article si attaqué de notre numéro 2, où certaines positions non violentes étaient passées justement au crible de la critique marxiste. C'est pourquoi enfin, nous avons consacré notre numéro 3 à « Syndicalisme et non violence », et qu'avec ce numéro 4 nous revenons sur la plupart de ces questions.

A vrai dire, nous pensions mettre en débat dans ce numéro 4 notre orientation pro-révolutionnaire. Les textes que nous avons reçus, cependant, ni ne contestent radicalement ce que nous avons cru bon d'offrir jusque-là à nos lecteurs, ni ne se contredisent entre eux. On n'y trouvera donc pas vraiment « les non violences en débat », mais beaucoup plus une même politisation de la non violence ou des non violents.

Une nouvelle fois, le groupe non violent du cinquième arrondissement de Paris nous donne, sous la signature de Jacques Sémelin et Jean Tirelli, un morceau de choix. Leur texte « Fondements d'une non violence politique », partant des différentes démarches non violentes, souligne successivement l'originalité de l'esprit non violent dans la lutte des classes, l'originalité de l'analyse non violente par rapport à l'analyse marxiste et le renversement que cela implique, les principes fondamentaux de la stratégie non violente et le projet socialiste qui se dessine au terme. Cette étude est évidemment à prendre comme une mise au point après la critique marxiste de Vincent Laure dans notre numéro 2. Elle répond le mieux aussi à la question de ce numéro : « Pourquoi la non violence ? »

Inviter à une nouvelle pratique de la révolution s'avère être également le souci du texte de Christian Mellon : la non violence ne peut pas être seulement le non versement du sang dans les conflits et l'exercice de techniques non violentes : la non violence, c'est aussi un projet de société ; et un projet de société, cela demande qu'on se donne les moyens de le réaliser.

Nombreux encore sont ceux en effet, qui parmi nous croient qu'il peut y avoir une non violence apolitique, et qui vivent leur non violence sur le mode apostolique, comme si le triomphe de celle-ci ne devait pas être de ce monde ! Dans son texte caustique sur « non violence et lutte des classes » déjà évoqué, Vincent Laure dénonçait bien ce drame à quatre personnages que d'aucuns se jouent à eux-mêmes : l'exploiteur, l'exploité, le non violent... et l'opinion publique qui compte les points, et que le non violent voudrait bien gagner à la cause de l'exploité. La réalité historique nous apprend seulement que l'on est toujours l'allié objectif de l'exploiteur ou de l'exploité...

Dans cette recherche, nous avons rencontré Robert Chapuis, nouveau secrétaire national du Parti Socialiste Unifié, qui a bien voulu entamer la discussion avec nous. Robert Chapuis ne doute pas, en effet, qu'une conception politique de la non violence puisse concourir de façon appréciable à la réalisation de la société socialiste autoges-

tionnaire. Nous pensions pouvoir vous donner communication de cet entretien. Un accident technique rend malheureusement cela impossible. Ce n'est cependant que partie remise, et puisque le P.S.U., aujourd'hui, c'est le socialisme autogestionnaire, nous nous permettons de soumettre à votre réflexion les quatorze « thèses » du Comité de Liaison pour l'Autogestion Socialiste (C.L.A.S.). Vos réactions nous seront d'un précieux concours. Pour l'heure, le C.L.A.S. est constitué essentiellement du P.S.U., de l'A.M.R. (Alliance Marxiste Révolutionnaire) et d'Objectif Socialiste (mouvement fondé par Robert Buron et André Jeanson). Les non violents révolutionnaires sont invités à s'y associer.

Nous publions, aussi, le texte « Syndicalisme et non violence » que la commission mixte « pacifistes non violents » (cf A.N.V. n° 3) vient d'élaborer à la demande et à l'intention des responsables de la C.F.D.T. L'initiative de cette ouverture réciproque C.F.D.T.-pacifistes non violents est due à l'Union Pacifiste de France. Jean-Marie Muller est le principal rédacteur du document. Maître Jean-Jacques de Félice, le professeur Théodore Monod, Bernard Clavel et Jacques de Bollardièrre sont de ceux qui y ont apporté leur contribution.

Parce que nous estimons que la question exige d'être beaucoup plus profondément travaillée que nous n'avons pu le faire jusque-là, nous ne voulions pas revenir dans ce numéro sur les problèmes soulevés par la militarisation. Nous faisons cependant une entorse à cette résolution, en portant à votre connaissance la plate-forme des objecteurs du Roannais insoumis à l'O.N.F. Elle nous a paru intéressante, et elle illustre un courant d'objection qui se développe actuellement, autour notamment du Comité de Lutte des Objecteurs (C.L.O.), organisation d'origine toulousaine.

Enfin, nos lecteurs trouveront les réactions du philosophe Jean Lacroix, de l'historien communiste Maurice Moissonnier et de notre camarade Jean Fabre, à la suite de la lecture de nos premiers numéros.

ALTERNATIVES NON VIOLENTES n° 1 présentait déjà une lettre de Jean Lacroix. « Ce critique, ce philosophe, ce chrétien, cet ami de Mounier, ne pense jamais contre quelqu'un, il pense toujours AVEC, et il lui arrive de penser davantage au contact de ses adversaires qu'au contact de ses proches », écrit de lui (dans ESPRIT de mars) Henri Dumery. Nous ne pouvons que souscrire à cet éloge.

Quant à Maurice Moissonnier, auteur d'un ouvrage remarqué sur la Commune à Lyon, si nous ne pouvons pas être d'accord avec l'idée qu'il se fait de la non violence et des non violents, nous pouvons au moins lui savoir gré d'avoir bien voulu accepter le dialogue avec nous.

Christian DELORME

FONDEMENTS D'UNE NON VIOLENCE POLITIQUE

Lorsque nous présentons la non Violence dans les débats publics, nous parlons volontiers de « non violence active ». Mais, que signifie cette expression ? Pour clarifier jusqu'à nos propres discussions internes, il nous paraît essentiel de souligner que la non violence a plusieurs points de départ : spirituel, social, et politique.

La non violence spirituelle plonge ses racines dans les intuitions profondes des textes sacrés (Bhagavad-Gîtâ, Evangiles). Elle est fondatrice de l'esprit non violent. En France, l'Arche en est le témoin.

La non violence sociale est celle qui, mêlant indistinctement le religieux et le moral, lutte contre certaines injustices clairement perceptibles et dénonçables. Elle naît chez des hommes injustement exploités et bafoués, mais aussi intimement religieux. Elle ne s'intéresse pas aux causes objectives de l'exploitation, elle tend à la supprimer ponctuellement. Il existe toujours une identification spirituelle entre le leader de la lutte et ses frères qu'il représente. Le Martin Luther King des années 55-60 à Montgomery, qui animait le

boycott des autobus, parlant en pasteur à une population rurale d'une petite ville du sud des Etats-Unis, était de ceux-là.

La non violence politique, tout en luttant sur les lieux d'oppression, cherche parallèlement à analyser les causes objectives de ces exploitations en s'appuyant sur l'analyse marxiste des rapports de production. Elle est indissociable d'une alternative politique constructive. En cela, elle est un dépassement de la non violence sociale. Elle peut être l'œuvre de théoriciens d'origine bourgeoise comme d'hommes du peuple. L'action d'un Lorenzo Barbera relève de cette approche.

Le but de cet article est de poser les bases d'une telle non violence, tout en n'oubliant pas que la non violence est l'interaction de ces trois formes. Remarquons à ce stade qu'il serait intéressant de suivre la progression historique d'une pensée non violente spirituelle à une pensée non violente sociale, vers une pensée non violente politique.

L'ESPRIT NON VIOLENT

Dans cette perspective, l'esprit non violent semble avoir facilité le développement des méthodes de luttes de la non violence sociale et politique. En effet, l'esprit non violent est avant tout la force de dire la vérité tout en respectant l'homme et sa vie. A ce titre, un de ses traits fondamentaux est la distinction qu'il permet chez tout homme, entre ce qui relève de son essence (sa conscience, le bien, sa personne) et de son incarnation (son corps, le mal, son personnage). On le note : chez Ghandi. d'un point de vue spirituel : « Pour appliquer cette force (la non violence), il est indispensable d'admettre l'existence de l'âme, en tant que principe permanent distinct du corps » (1) ;

— Chez King, d'un point de vue moral : « Nous devons reconnaître que l'acte de notre prochain ennemi n'exprime jamais adéquatement ce qu'il est lui-même. Dans notre pire ennemi, nous pouvons découvrir de bons côtés » (2) ;

— Chez Lanza del Vasto, d'un point de vue social : pour lui la personne représente ce que l'homme est, le personnage ce qu'il paraît (3).

Ainsi, « aimez vos ennemis », ou plutôt « estimez vos ennemis » comme dit King, revient à respecter leur personne mais à rejeter leur personnage. Il ne nous appartient pas ici d'expliquer le pourquoi de cet acquis spirituel, mais seulement de le prolonger sur le plan politique.

Nous dirons que tout individu a une **fonction de classe** (patron, administrateur, militaire), mais aussi, une **position personnelle à l'intérieur de sa classe** qui ne se confond pas avec sa fonction : avant d'être patron, il est **homme** parmi les patrons. De cette distinction, il suit deux conséquences :

● Au niveau des mentalités

Toute parole, toute action, qui tend à ébranler chez l'opresseur sa fonction de classe en valorisant sa dimension humaine au sein de la collectivité est une **tentative de démoralisation** (en Tchécoslovaquie, au soldat russe : « Ivan, rentre chez toi »). Mais, inversement, toute parole, toute action qui cherche à susciter chez l'opprimé, à partir de sa réalité humaine, le rôle qu'il joue ou qu'il peut jouer au sein de sa classe, est une **tentative de conscientisation** (au Brésil, le favellado : « Je fabrique des chaussures et je découvre que j'ai la même valeur que le savant qui publie des livres » (4). Le premier s'identifiait à sa fonction d'opresseur (répression), le second à son impuissance d'homme (« Je ne suis rien, ça me dépasse »).

● Au niveau des structures

Le propre de la violence armée est de s'attaquer à l'homme dans son intégrité (physique, morale, sociale). Le propre de la non violence est à la fois de refuser catégoriquement la destruction physique et préméditée de l'être humain et de supprimer sa fonction d'opresseur. Or, cette fonction ne se définit qu'en référence à une institution, rouage de l'appareil d'Etat. Aussi, la non violence se conçoit comme une force qui s'attaque aux structures d'oppression plutôt qu'aux hommes impliqués dans ces structures. Et la meilleure méthode pour « tuer une institution », c'est de la paralyser de la neutraliser, de la rendre inefficace, d'en créer une nouvelle plus humaine. C'est pourquoi, on dit que les méthodes non violentes sont, d'une part, des moyens de pressions et de contraintes (le boycott s'appliquant à la production, la désobéissance civile à la juridiction), et d'autre part, une dynamique de l'imagination et de la créativité (institutions populaires et parallèles).

D'un fondement spirituel de la non violence, nous sommes arrivés aux institutions parallèles... C'est bien notre objectif que de montrer que l'esprit non violent amène à construire une non violence politique qui comprend :

- une analyse politique ;
- une nouvelle stratégie révolutionnaire ;
- une alternative politique.

L'ANALYSE

La non violence politique constate la lutte des classes. Mais, si en termes marxistes, celle-ci est décrite en partie par la formule « la bourgeoisie exploite le prolétariat », en termes non violents, ce même constat s'exprime différemment : « une majorité (les travailleurs) coopère avec une minorité (la bourgeoisie) ».

Deux conséquences en découlent :

1) Si l'analyse marxiste éclaire particulièrement les rapports de production (la bourgeoisie possède les moyens de production, le prolétariat vend sa force de travail), l'analyse non violente se centre sur les rapports de forces autres qu'économiques :

- d'une part, la **force armée** (hyperdéveloppée du côté de la bourgeoisie),
- d'autre part, la **force du nombre humain** (hyperdéveloppée du côté des travailleurs). Ceci ne signifie pas que la pensée marxiste ne l'ait pas souligné, mais il revient à la pensée non-violente d'avoir systématisé les conséquences de



ces deux niveaux d'affrontement entre classes antagonistes : c'est en particulier la « spirale de la violence » décrite par Camara.

2) Par ailleurs, et plus spécifiquement, la formule marxiste sous-entend la situation passive du prolétariat qui subit l'exploitation, tandis que l'expression non violente montre sa responsabilité active de collaboration, plus ou moins consciente et forcée. Dans la première, l'essence de sa lutte sera oppositionniste, l'organisation révolutionnaire (le parti) ayant pour objectif prioritaire la destruction de l'appareil d'Etat en posant après sa conquête les bases de la société de transition (dictature du prolétariat). Dans la seconde, il s'agit d'abord de ne plus « collaborer », de désobéir et de créer en même temps des pouvoirs de substitution qui conduiront à la dissolution de l'appareil d'Etat. **La première stratégie est : vaincre pour construire ; la seconde est : vaincre en construisant.**

Finalement, il se dégage que la manière de poser le problème de la lutte des classes, comme « un prolétariat subissant la domination de la bourgeoisie » ne pouvait engendrer que la stratégie politique que nous connaissons (marxiste-léniniste, en particulier). Le renversement paradoxal que permet l'analyse non violente aide à poser les jalons d'une nouvelle stratégie politique.

LA STRATEGIE (5)

Quatre principes fondamentaux guident les méthodes de cette stratégie (nous ne traiterons pas ici de son développement général (6)).

I. Principe de la fin contenue dans les moyens

« La fin est dans les moyens comme l'arbre dans la semence » ; cette intuition géniale de Gandhi est le fil directeur de la stratégie révolutionnaire d'une non-violence politique. Elle exprime tout d'abord qu'on ne peut définir une stratégie (moyens) qu'en fonction, d'une part, de l'objectif politique à long terme, et d'autre part du contexte social du pays dans lequel elle s'applique.

D'un point de vue politique, cette phrase de Gandhi s'explique :

— à un niveau théorique : les conséquences d'une action politique ne sont jamais totalement prévisibles. On ne peut savoir véritablement quel en sera l'impact, les réactions qu'elle provoquera... Aussi, même « si d'un mal peut sortir un bien », note Gandhi, il est toujours préférable de n'utiliser des moyens

d'actions qu'en accord avec l'objectif poursuivi, car alors, nous sommes certains qu'ils ne se retourneront pas, un jour, contre celui-ci.

— à un *niveau pratique* : si la société socialiste se définit en excluant la violence armée (société sans classes), alors ce type de moyens est à bannir si l'on veut avancer vers ce projet. En effet, ceux qui le prônent et le pratiquent, risquent :

— de se couper, à coup sûr, de certaines classes (petite bourgeoisie, classes moyennes) qui vomissent la destruction des hommes et de leurs biens ;

— de permettre à l'Etat de justifier le déclenchement de campagnes de répressions contre eux-mêmes, car avant tout, « l'Etat demeure un appareil spécial pour user systématiquement de la violence, et subordonner les hommes à la violence » (Lénine).

2. Principe pédagogique

De Lénine... à J.-M. Muller, les masses sont reconnues comme réformistes. Et, si d'un point de vue stratégique, ces masses doivent s'organiser, il n'est pas possible d'éviter alors la création d'une avant-garde plus consciente, au sein de l'organisation et des travailleurs. Donc, sans nier ce fait, il faut déterminer quel rôle jouera cette avant-garde minoritaire. C'est le problème d'une pédagogie politique qui s'intéresse aux **relations** entre l'organisation et les travailleurs. La stratégie marxiste-léniniste évite cette question, et pourtant elle est fondamentale, car de la conception de ces relations dépend la conception de l'organisation. Et la fin étant contenue dans les moyens, la structure de cette organisation préfigure la structure de la société qu'elle veut construire.

En accord avec le matérialisme dialectique, Lénine conçoit une avant-garde dirigeante, sorte d'Etat-Major militaire du prolétariat conscient. Et il en découla un parti élitique et autoritaire. Qu'avait donc de révolutionnaire cette organisation qui reproduisait servilement le système dominant de la hiérarchie ?

En accord avec l'esprit non violent, qui respecte les personnes, l'avant-garde ne peut que percevoir les initiatives, les stimuler et les coordonner, les prolonger vers une conscience politique, élaborer théoriquement leurs exigences profondes.

Dans cette optique, si le processus révolutionnaire devient plus lent, il est plus efficace et plus sûr à long terme. Mais la structure d'une telle organisation est loin d'être évidente ; aussi, là encore, intervient une dynamique de l'imagination. C'est une des conditions pour ne pas retomber dans l'autoritarisme bureaucratique à la soviétique.

4 Principe du rapport de forces

Quelle que soit la forme de l'organisation des travailleurs (parti rigide ou organe souple et décentralisé), celle-ci finit inévitablement par s'opposer à la bourgeoisie dans une

3 Principe de non coopération

Nous ne reviendrons pas sur ce principe bien connu : « Ne plus coopérer avec les autorités, les structures et les institutions qui créent et maintiennent les injustices » (Muller).

épreuve de force décisive. Or, aujourd'hui dans notre régime occidental, celle-ci est gardée par une armée et une police munies d'un potentiel répressif hyperdéveloppé. Il est absurde de supposer, gagner contre un tel arsenal emmagasiné en vue des guerillas urbaines. Comment vaincre ? Il faut en tout cas éviter un affrontement unique qui déboucherait certainement sur l'écrasement des forces populaires. La seule alternative stratégique est de se battre sur un terrain auquel l'armée n'est pas préparée, et où il est possible d'avoir néanmoins un rapport de forces favorable. L'unique force qui reste aux travailleurs, c'est leur **nombre déterminé politiquement** à ne plus coopérer, à créer par eux-mêmes leurs propres institutions populaires, et à ne pas répondre par la violence armée aux provocations et répressions. Cette détermination politique est invincible. Seule une folie fasciste peut se résoudre à une extermination collective du peuple mobilisé. Et donc, s'il est évident que la classe bourgeoise suscitera provocations et répressions, faute de diviser l'élan révolutionnaire, elle ne pourra que capituler.

Ces principes stratégiques s'appliquent avant tout à notre société néocapitaliste, et en particulier à son appareil d'Etat. Aussi, avant de dégager les méthodes essentielles de cette stratégie, il est nécessaire de comprendre ce qu'est l'Etat et de savoir par quels moyens il se maintient.

L'Etat est une institution de classe, liée à l'existence des classes sociales. Il n'est pas simplement au service d'une classe (aujourd'hui la bourgeoisie), instrument neutre qu'on pourrait mettre au service d'une autre en s'en emparant ; il est « la violence sociale concentrée et organisée » ou « une classe concentrée en pouvoir politique » (Marx). Le pouvoir de l'Etat ne se trouve pas dans le parlementarisme soumis aux crises gouvernementales, mais dans la partie permanente-professionnelle de l'armée (Etat-Major, troupes d'élites), la police et la gendarmerie, l'administration, les bureaux et les personnels des Ministères (grands « commis de l'Etat »).

L'Etat a une double fonction :

— une **fonction de contrainte sociale** qui s'exerce soit directement (organes chargés de prononcer les sanctions et d'exercer les coercitions, soit indirectement (diffusion des « valeurs

reconnues », des « attitudes conformes », sorte de propagande diffuse) ;

— **une fonction sociale et économique** : l'Etat lève les impôts, élabore le budget, prévoit les investissements. Il relève l'initiative privée défaillante, redistribue une partie des richesses, etc.

Sa fonction de contrainte sociale (pressions sur les mentalités) :

1) entretient la **passivité** des travailleurs (« Tout va bien, il reste des inégalités, des spécialistes s'en chargent pour vous ») ;

2) favorise l'impuissance, la bonne conscience, c'est-à-dire l'**isolement** des travailleurs (« on n'y peut rien » ; « j'ai donné pour le Biafra » ; « je ne m'occupe pas de mon voisin »).

Sa fonction sociale et économique (pressions sur les structures) ne peut se maintenir que :

3) par la **participation active** des travailleurs à l'ensemble de l'infrastructure économique, dépendante de capitaux privés qui contrôlent les décisions gouvernementales et patronales ;

4) par l'**acceptation collective** de la juridiction (lois injustes). Ce consensus global est protégé et gardé par l'appareil militaire. Finalement, par l'application des principes stratégiques précédents, la non violence politique dégage des méthodes de lutte réalistes susceptibles de faire « sauter les verrous » de ce système, mis en évidence par l'analyse marxiste et l'analyse non violente des fonctions de l'Etat.

1) Pour lutter contre la passivité, elle développe un processus de démoralisation et de conscientisation (techniques d'action non violente) ;

2) Pour lutter contre l'isolement, elle tente de mettre en place une organisation non violente ;

3) Pour lutter contre la collaboration forcée avec l'infrastructure économique, elle invite à la non-coopération généralisée et active (conseils autogérés, circuits parallèles, unités autonomes) ;

4) Pour lutter contre le consensus juridique, elle incite à la désobéissance civile collective.

Pour lutter contre la répression armée, elle installe une défense populaire non violente (démoralisation, démantèlement, groupes d'autodéfense).

Cependant, si un processus révolutionnaire est atteint grâce à ces méthodes, rien n'est encore résolu. Car, aujourd'hui plus qu'hier, un Etat bourgeois est sous la dépendance du contexte capitaliste international (économie, monnaie, armée). Or, les propositions concrètes d'une stratégie révolutionnaire non violente, sont actuellement quasi inexistantes, face aux mécanismes répressifs habituels du capitalisme international (blocus économique ; fuite des capitaux et blocage des changes ; intervention armée). La non

violence politique devrait donc explorer les possibilités de survie d'un pays, en phase révolutionnaire, malgré ces trois niveaux de répression.

LE PROJET

Quant à l'objectif, Ghandi évoquait le mot de socialisme avec respect. Mais, quelle forme de socialisme ? Un socialisme d'autogestion, un socialisme à visage humain, ou un socialisme non violent... Ou tout cela veut-il dire la même chose ?

Ce domaine reste le moins approfondi dans la pensée non violente. Seules les luttes de Danilo Dolci et de Lorenzo Barbera apportent quelques éléments de réflexions. En France, Roland Marin pose certains jalons à partir du problème breton ; à la dernière assemblée du S.C.A.N. (7), plusieurs groupes ont créé une « commission autogestion » afin de participer aux recherches du C.L.A.S.

De toute façon, s'il est réaliste de se regrouper autour du projet socialiste d'autogestion, il ne semble pas possible de se limiter à ce seul mot d'ordre. Notamment, les non violents accordent une grande importance à l'humour et à la fête, à l'imaginaire et à l'utopie. Que ressortira-t-il de cette attitude en ce qui concerne l'objectif politique ?

Il ressort que les fondements d'une non violence politique se retrouvent dans l'esprit non violent ainsi que dans la critique des expériences révolutionnaires communistes, qui s'adresse plus à leurs méthodes de luttes qu'à leur objectif politique. En cela, elle est une nouvelle pratique de la révolution. Actuellement, elle s'attache à définir une nouvelle stratégie révolutionnaire. Mais, comme elle insiste sur la nécessité de l'accord entre les moyens et la fin, elle apportera certainement un éclairage spécifique quant au projet politique.

Si nous avons tenté de définir cette non violence politique par rapport au marxisme, nous pensons aussi que la pensée non violente entretient des rapports certains avec la pensée anarchiste : toutes deux se rejoignent dans la critique de l'autoritarisme bureaucratique. Ces relations restent inexplorées, et c'est pour cette raison que le texte de base de notre groupe se dénomme « Pour une nouvelle stratégie révolutionnaire », car nous pensons qu'il relève à la fois de l'analyse marxiste, de l'organisation anarchiste, de l'esprit non violent et des techniques d'action non violentes.

LES INSUFFISANCES ACTUELLES

Cet essai est embryonnaire. Une non violence politique demande beaucoup de théoriciens réalistes et d'expériences de luttes non violentes. Mais elle est déjà assez cohérente pour montrer l'insuffisance actuelle de l'organisation du mouvement non violent.

L'organisation syndicale défend les intérêts des travailleurs, l'organisation politique veut conquérir l'appareil d'Etat. Quelle est la fonction d'une organisation non violente ? On peut considérer celle-ci à deux niveaux :

1) D'un point de vue interne

En critiquant la hiérarchie des anciennes organisations révolutionnaires, leur bureaucratisation progressive, la conception élitique des partis, le mouvement non violent ne peut se permettre de retomber dans les mêmes erreurs. L'organisation non violente ne peut donc être que décentralisée, mobile, populaire, et la recherche de sa structuration doit aller dans ce sens. Pourtant, il ne semble pas qu'actuellement les non violents eux-mêmes évitent l'influence de personnalités qui tendent alors au leaderat. Par ailleurs, la non violence reste encore une spécialité d'intellectuels qui tentent de populariser leurs idées.

2) D'un point de vue externe

Historiquement, l'organisation non violente s'est toujours constituée en réaction à une oppression clairement dénonçable :

- la domination politique et économique anglaise rassemble hindous et musulmans autour de Ghandi ;
- la ségrégation raciale aboutit au S.C.L.C. de M.L. King ;
- L'exploitation des chicanos en Californie conduit à l'U.F.W.C. de Chavez.

En ce cas, définir l'organisation non violente revient à définir l'action, c'est-à-dire l'oppression contre laquelle elle lutte. A la limite, l'analyse politique est secondaire parce que les militants se retrouvent unis pour se battre contre l'injustice qu'ils subissent, et leur éventuel politique diversifié n'entame pas l'efficacité du mouvement.

En France, hormis la lutte du Larzac qui se rapproche de cette analyse, la réalité institutionnelle des non violents s'exprime d'abord, dans les villes, par l'existence des groupes non violents, plus ou moins sporadique, aux actions diverses. Il est question actuellement de rassembler certains de ces groupes dans une organisation unique, afin d'augmenter l'efficacité des luttes et la crédibilité du mouvement. Aussi, une telle organisation, qui ne se définit plus par rapport à une action ponctuelle comme précédemment, ne peut acquérir une réelle signification qu'en se situant elle-même dans le contexte global de l'exploitation. Elle n'est donc concevable qu'en référence préalable à une analyse politique claire qui justifie sa création. Cette analyse lui permettra de définir sa fonction propre au sein de la lutte des classes ainsi que ses rapports vis-à-vis des syndicats et partis déjà constitués.

Que peut donc être la réalité d'une telle organisation non violente ? Il est irréaliste de vouloir créer un syndicat ou un parti non violent, les travailleurs n'ayant pas attendu les non violents pour se défendre. Actuellement, nous n'avons qu'à dialoguer avec les organisations des travailleurs et proposer éventuellement nos méthodes de luttes.

Mais il apparaît aujourd'hui, quantité de manières de prendre les pouvoirs en dehors des lieux de travail, à côté des institutions officielles, et cela à tous les niveaux : consommation (réseaux de services, circuits courts, circuits parallèles), équipement (achat collectif de terrains, construction collective de biens sociaux), logement (refus des expropriations, grève des loyers, communautés), transports (voitures collectives), éducation (écoles parallèles, animation de quartier), information (bibliothèques parallèles, journaux régionaux), monnaie (banques régionales).

Sans négliger les luttes contre la militarisation, ne serait-ce pas la spécificité d'une organisation non violente que de susciter et développer de telles initiatives en les coordonnant ?

De multiples arguments renforcent ce projet :

- la volonté de beaucoup de groupes de ne plus s'enfermer dans les problèmes militaires toutefois importants ;
- le fait que plusieurs groupes agissent déjà dans cette direction ;
- l'accord profond entre la non violence politique (qui préconise la non-coopération active) et la prise des pouvoirs par la création d'institutions populaires et parallèles ;
- le nécessaire respect régionaliste qui serait un atout essentiel pour que cette organisation reste décentralisée.

Les non violents s'efforcent en ce moment d'acquiescer une conscience politique. Nous espérons que cet article, malgré ses imprécisions et ses hésitations, y contribuera. Nous souhaitons également qu'en retour les militants débattent de ces thèses et nous en rendront écho.

Jacques SEMELIN et Jean TIRELLI
du groupe non violent de Paris-V^{er}

- (1) Ghandi, *Tous les Hommes sont Frères*, 1969, Gallimard, p. 159.
- (2) M.-L. King, *La Force d'aimer*, 1970, Casterman, p. 65.
- (3) Lanza del Vasto, *Les Approches de la Vie intérieure*, 1962, Denoël, p. 49-55.
- (4) P. Freire, *« L'Éducation : pratique de la Liberté »*, Cerf, 1971.
- (5) « La Stratégie de l'action non violente », de J.-M. Muller, décrit l'évolution progressive d'une action ou d'une campagne d'actions se rapportant à une injustice ponctuelle. Il est question ici d'une stratégie globale s'appliquant au contexte politique actuel.
- (6) Pour cela, consulter le texte de notre groupe « Pour une Nouvelle Stratégie révolutionnaire », A.N.V. 2.
- (7) Secrétariat de Coordination de l'Action Non violente, B. Dautant, 21, rue Marengo, 42300 Roanne.

NON VIOLENCE ET SOCIALISME

Quelque part, en France, en 1974 : une dizaine de jeunes gens sont enchaînés sur une place publique ; leurs banderolles, leurs tracts réclament la « liberté d'expression ». Les passants regardent, amusés ou indifférents, et pensent : « encore les non violents ! ». En fait, c'est « Faire Front » qui proteste contre l'interdiction de son meeting...

En Inde, pendant une campagne de **Satyagraha** : Ghandi s'avance sur un chemin ; il se heurte à un « sit-

in » qui lui barre la route : ses adversaires politiques utilisent un de « ses » moyens pour le gêner dans son action...

Au Larzac, en 1977 (imaginons !) : Le projet d'extension du camp va être annulé ; les paysans ont gagné leur longue lutte non violente. Une dizaine d'officiers entament alors une grève de la faim illimitée pour obtenir que l'extension du camp se fasse comme prévu...

Trois petits exemples qui donnent à réfléchir.

NON VIOLENCE ET CHOIX POLITIQUES

Les non violents n'aiment pas qu'on les oblige à préciser leurs choix politiques. Contestant à la fois le « système » et les contestataires officiels du « système », ils préfèrent souvent situer leur action d'aujourd'hui dans ce double refus, et leurs espérances pour demain dans une société égalitaire, fraternelle, sans véritable conflit... Or, c'est aujourd'hui qu'il faut agir, qu'il faut **prendre parti**. Va-t-on dire alors, que le choix et l'analyse politiques relèvent de chacun en particulier, mais que la non violence comme telle doit se contenter de faire connaître, de vulgariser les **moyens** non violents ? Les 3 exemples ci-dessus montrent vite la

naïveté d'une telle séparation : il n'y a pas de **moyens non violents qui ne soient au service d'une cause** ; il n'y a pas de **stratégie non violente indépendante de ses objectifs politiques**. D'autre part ce serait trahir profondément l'intuition non violente que de la réduire soit à un choix personnel de vie, soit inversement à un simple « arsenal » de **moyens** que l'on estimerait plus adaptés aux conflits de notre temps. Formes de lutte, choix de vie personnelle, projets sur la société : tout cela doit aller ensemble, car chacun de ces trois éléments conditionne les deux autres. Si le mot « politique » a pris un sens péjoratif pour beaucoup de gens (et parfois pour

certain non violents) c'est sans doute parce que cette unité n'est pas perçue : on voit des « programmes » (plus ou moins « réalistes » ou « utopiques »), des « stratégies » (plus ou moins « révolutionnaires » ou « réformistes ») et des « militants » dont le genre de vie et les options (vis-à-vis de l'argent, de la « carrière », de la famille, etc.) sont plus ou moins « conformistes »... La non violence, dans la mesure précisément où elle affirme que l'unité de ces trois aspects n'est pas secondaire mais très importante, peut rendre à la « politique » son sens complet. Mais avant d'y parvenir, elle doit reconnaître deux grandes lacunes dans sa réflexion :

1. RESISTANCE OU REVOLUTION ?

La « tradition » non violente a surtout développé deux aspects : la non violence comme **option personnelle** (spirituelle, morale, religieuse, etc.) et la non violence comme **stratégie de luttes**. Mais elle s'est peu attachée à réfléchir sur les **finalités** de ses luttes ; c'est d'ailleurs le revers d'une attitude très positive, car cela montre que les finalités n'ont pas été « inventées » par quelques intellectuels en chambre, mais qu'elles se sont imposées concrètement : libération de l'Inde, émancipation des Noirs, défense et organisation des « chicanos » en Californie, résistance des paysans du Larzac, etc. Aucun de ces objectifs n'a été choisi arbitrairement.

Mais alors nous sommes acculés à la question cruciale : La non violence sera-t-elle toujours une stratégie de **résistance** à une injustice sociale, à une oppression étrangère, à une invasion militaire ? Ou bien peut-elle, tout en résistant aux injustices particulières, viser une transformation du **système qui engendre ces injustices** ? L'exemple de Gandhi est significatif : réussite totale en ce qui concerne l'objectif visé, la libération de l'oppression coloniale. Mais, même s'il avait vécu, Gandhi aurait-il pu organiser la société indienne sur la base de ses intuitions non violentes ?

Nous sommes sur un terrain neuf, sans l'appui des expériences non violentes du passé, dès que nous envisageons un projet de transformation radicale du

« système » et non plus la résistance aux injustices qu'il produit. C'est pourquoi beaucoup de non violents hésitent à franchir ce pas. On les voit se battre quand l'actualité est « chaude » : contre la guerre d'Algérie, les tortures, les camps d'internement ; contre le service militaire obligatoire, la militarisation, l'extension du camp de Larzac ; contre la pollution, la consommation gaspilleuse ; contre l'injustice faite aux pays du Tiers-Monde. Même leurs revendications positives ont souvent un caractère « négatif », à l'image du mot « non violence » : objection, insoumission, désobéissance civile, défense non violente, boycott, etc. Tout cela est nécessaire : savoir et pouvoir dire NON est la condition de la liberté. Encore faut-il que le NON sache se porter aussi sur la **cause** et pas seulement sur l'effet. Or, pour cela il faut « faire de la politique »... Est-ce souhaitable ? Est-ce possible sans trahir la non violence ? Après tout, ce n'est pas sûr, et peut-être bien que la non violence doit rester une attitude de protestation, de résistance... C'est en tout cas un débat qu'il faut avoir entre nous. Mais ce n'est pas par un **débat** qu'on répondra à la question ; c'est en vérifiant si, **de fait**, les non violents parviennent ou non à s'intégrer (avec leurs intuitions propres, leurs projets et leurs stratégies) à un effort politique de longue haleine visant à transformer radicalement le système (ce qu'on appelle d'ordinaire une « révolution », mais le mot est tellement galvaudé...). En attendant de pouvoir répondre à cette question, faisons l'hypothèse que la non violence doit et peut viser une « révolution ». Nous sommes alors amenés à mettre le doigt sur la deuxième lacune grave de la réflexion non violente :

2. ACCEPTER L'ANALYSE MARXISTE ?

Pour protester contre une injustice faite à d'autres ou à soi-même, pour résister à un pouvoir oppresseur, il faut une analyse de situation assez précise et rigoureuse, de l'imagination dans le choix des moyens, de l'humour, de la patience, de la ténacité, etc. De ce côté, la non

violence a fait ses preuves. Mais quand le projet est à la fois plus vaste et plus vague, tout cela ne suffit pas. L'analyse de situation devient analyse des phénomènes sociaux, économiques, politiques, culturels et de leurs interactions ; l'analyse des rapports de force exige le recours à une certaine science politique, etc. Tout cela ne s'invente pas, ne s'improvise pas ; et surtout, il faut voir que ces « outils d'analyse » ne sont pas neutres, « scientifiques », apolitiques... Il y a un choix à faire, un parti à prendre **dans notre manière même d'analyser la société** et la source des « injustices ». Reconnaître ou non **la lutte des classes**, viser ou non la **suppression du capitalisme** c'est déjà un choix... Or, beaucoup de non violents hésitent à faire ce choix. Cela se comprend d'ailleurs fort bien, quand on voit ce que le marxisme a donné dans les pays où il « règne », et quand on entend le discours idéologique et abstrait qu'il entretient dans l'intelligentsia des pays où il ne règne pas. Mais ne faudrait-il pas surmonter cette hésitation, non pas au nom de principes abstraits (du genre : la révolution sera marxiste ou ne sera pas !) mais en constatant un **fait** : le seul projet qui, à l'heure actuelle, dans nos pays, vise une transformation de la société globalement et **dans un sens compatible avec les perspectives non violentes**, c'est le projet socialiste auto-gestionnaire ; plus exactement, un socialisme auto-gestionnaire qui serait capable d'intégrer au cœur même de sa lutte et de son projet (et pas seulement pour du racolage démagogique) les différentes formes de révolution « culturelle » non prévues par la « science » marxiste.

Ce sont d'ailleurs bien souvent les mêmes personnes, les mêmes groupes qui éprouvent des sympathies pour l'un et l'autre de ces « courants » (non violence et socialisme auto-gestionnaire). Il ne faut donc pas penser en termes de « partis » qui collaborent, mais en termes de recherche commune. Il faudrait que les « non violents » acceptent, malgré des réticences justifiées, la rigueur de l'analyse et du projet marxistes, et que les socialistes auto-gestionnaires reconnaissent que la logique même de leur projet les amène à retrouver quelques intuitions fondamentales de la non violence ; celles-ci par exemple :

a) Il n'y aura **pas de révolution uniquement politique**, au sens où il suffirait de « prendre le pouvoir ». Pas de **révolution uniquement économique** au sens où il suffirait d'abolir la propriété privée des moyens de production. Il faut aller plus loin et remettre en cause à la fois les finalités économiques et l'existence d'un pouvoir centralisateur (même démocratiquement désigné et contrôlé).

b) Les changements profonds dans les comportements (individuels, communautaires ou sociaux), dans les attitudes quotidiennes (envers la sexualité, l'argent, la consommation, le travail) dans les relations aux grandes institutions régulatrices (école, justice, armée, santé, religions) ne sont pas seulement les signes avant-coureurs de la révolution que nous souhaitons ; **ils la commencent déjà** d'une certaine manière (même sous des formes apolitiques ou anti-politiques). Et le développement de ces diverses formes de « révolution culturelle » est une condition indispensable à l'établissement d'un socialisme auto-gestionnaire.

c) Le problème des **moyens** par lesquels s'instaurera ce socialisme n'est pas secondaire : ni des voies purement électorales et légalistes, ni la lutte violente ne permettront d'instaurer chez nous durablement le socialisme que nous voulons.

Voilà déjà trois points (il y en a sûrement d'autres) sur lesquels non violents et révolutionnaires socialistes pourraient mener une recherche commune. Le premier devrait permettre de préciser nos projets et nos stratégies grâce aux critiques des anarchistes libertaires (concernant la notion de « pouvoir » et son exercice) et face à la prise de conscience écologique. Le deuxième, dont on peut saisir intuitivement l'importance, mais sur lequel on dit souvent n'importe quoi sans esprit critique, doit faire l'objet d'une réflexion sérieuse. Sur le troisième enfin, qui soulève le problème de « la fin et les moyens », je voudrais simplement commencer le débat avec ceux qui pensent que c'est un « faux problème », comme ils disent...

SOCIALISME ET VIOLENCE

Si les non violents doivent participer, intellectuellement et activement, à la recherche et à la préparation d'une révolution socialiste, ce n'est pas pour entonner le dernier slogan à la mode, ni pour se donner à peu de frais un « projet politique » qu'ils n'ont pas ! C'est parce qu'ils ont un rôle bien précis à y jouer, et que s'ils ne le jouent pas, les conséquences en seront graves **pour la révolution socialiste elle-même**. Ce rôle c'est de rappeler sans cesse, contre tous les dogmatismes et tous les réalismes à court terme, que le problème des « moyens » n'est pas un faux problème, et que la **manière dont se prépare et se fait une révolution est étroitement liée au type de système social et politique qui en résultera**. Ce n'est donc ni par « idéalisme », ni par moralisme, ni par crainte psychologique de la violence que nous proposons une révolution non violente, c'est tout simplement **pour ne pas obtenir le contraire de ce que nous prétendons instaurer**.

1. LE POUVOIR DU FUSIL

Un pouvoir pris « par » le fusil, à toutes chances de rester le pouvoir « du » fusil. Le militarisme ne s'élimine pas facilement lorsque c'est une armée (même baptisée « populaire ») qui a permis le changement de régime socio-politique. Il est toujours dangereux de remettre à une élite (de militants ou de militaires) le soin de faire la révolution. A moins, bien sûr, qu'on ne veuille un socialisme centralisateur et bureaucratique ! Mais si l'on vise un socialisme auto-gestionnaire... La gauche et l'extrême-gauche ont souvent, face au phénomène de la militarisation, des réactions très naïves : croire qu'une armée est bonne ou mauvaise **selon l'usage qu'on en fait**, c'est négliger gravement l'analyse du phénomène

alerte atomique

Organe du Mouvement pour le
Désarmement, la Paix et la
Liberté (M.D.P.L.-M.C.A.A.)

Neuf numéros par an, et chaque fois :
— le point sur le mouvement contre l'armement atomique, en France et dans le monde ;
— l'actualité de la résistance à la militarisation et de la répression qui s'ensuit ;
— une réflexion socialiste sur les événements politiques et sociaux, intérieurs et internationaux.

L'abonnement : 15 F.
Rédaction-Administration : 3, rue Michel-Vernière, 34 000 Montpellier.

militaire **comme tel**. Quelle que soit sa couleur, quelle que soit la cause qu'elle « défend », une armée est nécessairement centralisée, hiérarchisée, appuyée sur la discipline, l'obéissance inconditionnelle, le mépris du non-conformiste, etc. Comment ne pas s'étonner alors de voir des groupes, qui prétendent lutter contre l'armée « bourgeoise » (ou « du capital » ou « de guerre civile »), s'organiser souvent **sur le même modèle** ?

Certes, il ne s'agit pas de faire, à notre tour, une analyse simpliste en déclarant que toutes les armées se valent. Il s'agit simplement, réfléchissant sur **notre** situation et sur **nos** projets, de souligner que toute lutte pour un socialisme auto-gestionnaire exige un antimilitarisme **complet** : contre le militarisme du « système », mais aussi contre **notre** militarisme... Renoncer à prendre le pouvoir par le fusil, ce n'est pas seulement un impératif de bon sens et de lucidité (car que signifient les fusils « populaires », lorsqu'en face il y a les tanks, les fusées ?) c'est une **condition de réussite** du projet. Cela suppose, bien entendu que l'on prépare des luttes par d'autres moyens, car il est bien évident qu'il y aura une épreuve de force.

Mais ces moyens ne doivent pas apparaître comme des moyens « au rabais », auxquels on se résigne parce que la violence armée n'est ni possible ni souhaitable. Ces moyens, dont la non violence n'a expérimenté qu'une infime partie et dont elle n'a pas le monopole (le principal d'entre eux, la grève générale, étant bien connu de la classe ouvrière) sont au contraire ceux qui préparent le mieux la société désirée : **une lutte autogérée** est plus importante qu'une lutte pour l'auto-gestion ! Trouver des stratégies de prises de pouvoir qui permettent au plus grand nombre d'y participer, chacun

à sa mesure, chacun prenant la part de « pouvoirs » qu'il peut et veut prendre ; commencer, dans la lutte elle-même, à expérimenter les formes de prise de décision qu'on veut instaurer ; développer les attitudes individuelles et collectives sans lesquelles aucun socialisme auto-gestionnaire ne sera viable (créativité, initiative, solidarité, imagination, etc.) : tout cela peut se faire dans les stratégies non violentes, mais sûrement pas dans des stratégies armées.

2. UN DOGMATISME MARXISTE ?

La méfiance ou l'indifférence des socialistes à l'égard de la non violence s'explique assez bien, historiquement, par un certain apolitisme des non violents : réagissant avec des sentiments plus qu'avec des analyses, les non violents ont vite fait de « mettre dans le même sac » U.D.R. et Programme commun, Front Rouge et Faire Front, armée impérialiste et armée de libération... De plus, en dépit de tous les exemples historiques, on persiste curieusement à confondre non violence et légalisme ; à propos de l'expérience chilienne, par exemple, on a encore entendu pas mal de bêtises : elle serait la preuve de l'échec de la non violence, alors qu'il n'y a jamais eu, au Chili, le moindre commencement de stratégie non violente !

Mais, par-delà ces malentendus, n'y aurait-il pas chez certains, dans leur refus instinctif de la non violence, un attachement aux textes des « Grands Ancêtres » ? Marx et Lénine ont dit que la Révolution doit être violente, et ils ont toujours raison ! Donc la non violence ne mérite pas une minute d'attention... La révolution exige-t-elle cet attachement un peu magique aux textes « sacrés » ?

Marx et Engels vivaient, luttaien, écrivaient dans un temps où l'alternative était « violence ou légalisme ». Mais, comme le souligne Lénine dans **L'Etat et la Révolution**, Marx était très attentif à ne pas fixer d'avance les formes de luttes, à les **observer** pour en tirer les leçons (par exemple lors de la Commune de Paris). Ce serait lui faire injure que de penser qu'il n'aurait pas su observer, s'il avait vécu, les luttes de Ghandi et en tirer les applications à la lutte des classes. Une chose, en tous cas, est sûre : en 1974, après Ghandi, King, Chavez et d'autres, la simple honnêteté intellectuelle oblige à reconnaître que le problème des moyens de la révolution socialiste ne se pose plus de la même manière qu'au temps de Marx et Lénine. La possibilité d'une stratégie révolutionnaire non violente doit au moins être considérée sérieusement, et si on la rejette, qu'on justifie au moins ce refus avec des arguments plus sérieux que le recours aux oracles infaillibles.

3. TENIR COMPTE DE LA VIOLENCE GLOBALE

Si l'on a assisté, depuis Marx et Lénine, à un surgissement d'une non violence qu'ils ne pouvaient pas prévoir, on a assisté aussi à un développement quantitatif et qualitatif de la violence armée qu'ils ne pouvaient pas non plus prévoir. Mais nous sommes, nous, bien obligés de faire entrer dans nos analyses et nos projets la réalité brute (et nouvelle !) de la **violence suicidaire** : le monde porte de quoi s'anéantir plusieurs fois. A quoi servirait une révolution socialiste, même « réussie », même « autogérée », même « à visage humain », dans un monde qui n'aurait que 5 ou 50 ans à vivre ?

Bien sûr il faut se méfier des discours « apocalyptiques » qui ont souvent pour effet (voulu ou non) de provoquer « l'union sacrée » autour de la « planète en danger » (comme il y eut « la patrie en danger » !) et de faire percevoir comme « dépassées » les luttes sociales et politiques. Les climats de panique profitent plutôt aux fascismes, et tout discours appelant au statu quo (arrêt de la course aux armements, arrêt de la « croissance »,

économique, démographique, etc.) doit être d'abord suspecté quand il provient des privilégiés en place. Raison de plus pour ne pas leur abandonner ce genre de préoccupations, sous prétexte qu'il faut d'abord « changer le système » !

Y a-t-il une force de frappe socialiste ? Peut-on autogérer l'armée ? La course aux armements n'est-elle due qu'au capitalisme ? Si nous répondons non à ces questions, il faut en tirer les conséquences. Il devient en tous cas difficile d'envisager lucidement une épreuve de force qui augmenterait (même pour les faire diminuer **après**) les risques de conflit armé généralisé. Là encore, la non violence, sans avoir de remède-miracle, propose des moyens de lutte qui, ne risquant pas de mettre en route la fameuse « escalade », acquièrent une nouvelle crédibilité en un temps où le recours à la violence armée est de plus en plus perçu (et non sans raison) comme suicidaire.

Dans ces conditions, la rencontre du socialisme et de la non violence n'est pas seulement un enrichissement mutuel et l'occasion d'intéressants débats idéologiques ! Elle devient une condition de la réussite de leurs projets.

Christian MELLON

Ambroise MONOD

LA VIOLENCE

...Réalité et dépassement

Un numéro spécial des
CAHIERS DE LA RECONCILIATION
5 F

A commander au M.I.R.
4, allée de Pologne, 91300 Massy.

SYNDICALISME ET NON VIOLENCE

SYNDICALISME ET NON VIOLENCE (document proposé à la réflexion des militants C.F.D.T.)

La non violence est une idée neuve en Europe. Elle n'a guère de place dans le passé dont nous sommes les héritiers. Et cela explique notre première réaction face à la non violence : nous sommes méfiants et sceptiques, nous n'y croyons pas. Au demeurant, nous avons de bonnes raisons pour ne pas y croire et nous sommes en droit de demander des comptes à la non violence afin que celle-ci nous montre ce qu'elle veut et ce qu'elle peut faire, et cela non seulement en théorie, mais aussi et surtout en pratique.

Dans un premier temps, la non violence nous apparaît dans une perspective négative : nous la définissons alors comme la condamnation et le refus de la violence. Mais cela ne peut pas nous satisfaire. Certes, nous n'aimons pas la violence, mais celle-ci nous apparaît comme une nécessité pour agir, pour combattre l'injustice dans un monde rempli de violences.

Il nous semble alors que renoncer à la violence, ce serait renoncer à l'action, à la lutte et finalement nous résigner au désordre établi.

C'est pourquoi l'idée de non violence a été, jusqu'à présent, étrangère au monde ouvrier et que celui-ci ne lui a pas encore prêté son attention. En fait, la non violence n'est le plus souvent perçue qu'à travers des équivoques, des malentendus et des confusions qui ne présentent d'elle que des caricatures. Le but de ces pages est d'apporter un peu de clarté dans le débat, dans la perspective d'établir un dialogue.

LA VIOLENCE DU DÉSORDRE ETABLI

D'abord, il convient de définir ce que nous entendons par violence. Nous pouvons donner une définition générale qui conviendrait à toutes les violences : la violence est ce qui porte atteinte à la dignité et à la liberté de l'homme ; la violence est ce qui vient détruire la personnalité de l'autre. Mais cela est trop général et trop abstrait. Il nous faut être plus précis et plus concret. En fait, nous ne rencontrons pas LA violence, mais des violences qui se présentent à nous, avec des visages différents.

La première violence qu'il nous faut identifier, c'est la violence des situations d'injustice. C'est l'injustice du désordre établi qui est la violence, mère de toutes les autres violences. C'est la violence des structures, la violence des riches et des puissants, la violence des oppresseurs. Elle n'est pas seulement de nature militaire, mais de nature économique, culturelle et politique. C'est cette violence-là qu'il nous faut d'abord dénoncer et combattre car c'est elle qui appelle et explique toutes les autres violences. Il est remarquable que, sur ce point, la tradition du syndicalisme et celle de la non violence se trouvent parfaitement d'accord. Ainsi, toutes les grandes figures de la non violence se sont d'abord élevées contre la violence du désordre établi. Pour Gandhi, la violence c'était d'abord l'injustice faite aux Indiens du fait du colonialisme anglais. Pour Martin Luther King, c'était d'abord l'oppression subie par les Noirs, du fait du racisme blanc. Pour Danilo Dolci, c'est d'abord la misère imposée aux pauvres de Sicile, par le système économique italien. Pour Helder Camara, c'est d'abord l'oppression qui pèse sur les paysans du Brésil, du fait de la dictature militaire. Pour César Chavez c'est d'abord l'injustice subie par les travailleurs agricoles des Etats-Unis, du fait du capitalisme américain.

Dès lors que nous reconnaissons que la violence se trouve d'abord dans les situations d'injustice subies par les opprimés, **la non violence doit être définie comme un combat qui vise à rendre justice aux opprimés.** Aussi, contrairement à ce que le mot pourrait laisser entendre, la non violence ne présuppose pas un monde sans conflits, sans tensions et sans affrontements. Certes, la non violence vise **comme fin**, dans une société pacifiée, un socialisme véritable, mais elle préconise, **comme moyens**, des méthodes d'action qui sont des instruments de lutte.

Il est très important de distinguer ce qu'est le conflit, ce qu'est la lutte, ce qu'est la force et, finalement, ce qu'est la violence. Nous avons la mauvaise habitude d'employer un mot pour l'autre et cela a pour conséquence d'embrouiller nos discours, de telle sorte qu'il ne nous est plus possible de nous comprendre. Lorsqu'on dit que « la violence est nécessaire », on veut dire, le plus souvent, que, dans une situation de conflit, la lutte est nécessaire. Mais il n'est pas sûr que le recours à la violence proprement dite soit nécessaire pour mener à bien cette lutte et obtenir gain de cause. C'est parce que la non violence est comprise par beaucoup comme la négation du conflit et le refus du combat, qu'elle apparaît démobilisatrice. En fait, la non violence ne prêche pas la paix sociale, ni la collaboration des classes. Elle ne reprend pas à son compte, mais au contraire elle conteste et récuse les discours des milieux bien-pensants, sur la nécessité du respect de l'ordre établi et la possibilité de résoudre les difficultés qui surviennent entre les uns et les autres, par la seule pratique du dialogue, dans le cadre des institutions démocratiques. Par sa propre logique, la non violence préconise la lutte des classes comme moyen d'avancer vers une société plus juste, la non violence ne prétend point que « tous les hommes sont frères » et qu'il suffit de faire preuve de bonne volonté pour surmonter les antagonismes qui opposent les classes sociales. Dans la mesure même où la non violence nous amène à reconnaître la violence fondamentale dans les injustices nourries par la société, elle nous oblige à identifier comme nos adversaires ceux qui portent la responsabilité de ces injustices et à nous opposer à eux, dans un combat qui vise à les faire céder.

LA STRATEGIE DE L'ACTION NON VIOLENTE

Il convient maintenant de préciser quelle est la stratégie de l'action non violente ; sur quels principes elle se fonde et quelles méthodes elle propose. Le principe essentiel de l'action non violente est le principe de **non coopération**, de non collaboration. Il se fonde sur l'analyse suivante : la force des injustices dans une société vient de ce qu'elles bénéficient de

la complicité de la majorité des membres de cette société. Face à l'injustice, même s'il s'agit de l'injustice dont nous sommes nous-mêmes les victimes, notre plus grande tentation n'est pas la violence. Le plus souvent, nous renonçons à en prendre le risque parce que nous savons par avance qu'elle se retournera contre nous. Face à l'injustice, notre plus grande tentation est de nous taire, de nous résigner, et, finalement de devenir complice, en acceptant de coopérer avec elle. L'action non violente consiste à venir briser cette coopération de la majorité silencieuse en organisant des actions de rupture qui puissent recevoir l'appui du nombre et venir tarir les sources du pouvoir de l'adversaire. Il s'agit de refuser, pour autant que cela est possible, toute collaboration avec les structures, les institutions, les lois, les régimes et les systèmes qui engendrent et maintiennent l'injustice, afin de les paralyser et de les mettre hors d'état de fonctionner.

Mettant en pratique l'analyse qu'avait faite Gandhi, c'est en refusant leur collaboration à quelques milliers d'Anglais, qui leur imposaient leur domination, que des millions d'Indiens ont arraché l'indépendance.

LA GREVE

Dans son principe, la grève est très précisément une action non violente de non coopération. La grève c'est l'organisation de la non coopération des travailleurs contre le pouvoir des propriétaires des moyens de production. La puissance et la richesse de ces derniers n'existent en effet que par la coopération des ouvriers. Si celle-ci vient à leur manquer, ils perdent le contrôle de la situation et se trouvent obligés de céder sous l'effet de la contrainte sociale qui s'exerce sur eux. Il serait, bien sûr, dérisoire, et cela est tout à fait en dehors de notre propos, de prétendre récupérer les grèves ouvrières dans le giron de la non violence ; souvent les grèves ont été menées dans un climat de violence, même si les violences commises ont été marginales par rapport à la grève proprement dite. On peut d'ailleurs se demander si ces violences ne sont pas venues plutôt discréditer la grève que la renforcer.

LE BOYCOTT

Le boycott est également une méthode d'action non violente type. Le boycott, c'est l'organisation de la non coopération des consommateurs contre le pouvoir des producteurs.

Cette méthode de lutte est, hélas, très peu connue et trop peu utilisée en France.

Par contre, dans sa lutte pour la libération des Noirs, aux Etats-Unis, Martin Luther King l'a souvent utilisée avec succès : boycott par la clientèle noire, des magasins qui refusaient de les employer ; boycott des autobus où était appliquée la ségrégation.

Les expériences de boycott démontrent bien que l'action non violente est bien une démonstration de force qui vise à exercer une véritable contrainte sur l'adversaire. **Il faut récuser toute présentation de la non violence qui laisserait entendre que la libération des classes opprimées doit passer d'abord par la conversion des classes privilégiées.**

L'ACTION DE CESAR CHAVEZ

En Floride où la main-d'œuvre agricole était dans un état d'exploitation caractérisée, et maintenue à l'écart de toutes les lois sociales, César Chavez, né parmi les travailleurs agricoles, entreprit de les conduire à la lutte, par des actions non violentes : grèves, boycott du raisin, qui s'est généralisé à tous les Etats-Unis.

Après cinq ans de lutte, grâce à l'appui de l'opinion publique et de la puissante fédération syndicale A.F.L.-C.I.O., les puissants propriétaires durent céder. Ils reconnurent le syndicat de Chavez et acceptèrent ses exigences. L'action de César Chavez — malheureusement encore peu connue en France — illustre parfaitement l'efficacité des méthodes non violentes. Ces résultats déjà obtenus et la détermination des travailleurs agricoles qui ont, au cours de la lutte, pris conscience qu'ils étaient des hommes à part entière, sont là pour garantir le succès final.

Si on demande à César Chavez pourquoi il a choisi la non violence, il répond : « Parce que je suis un homme extrêmement pratique. C'est de la folie d'essayer de tout risquer sur un seul mouvement de dé, car c'est à cela que se réduit la violence. Nous ne sommes pas non violents parce que nous voulons sauver nos âmes ; nous sommes non violents parce que nous voulons obtenir la justice sociale pour les ouvriers ».

Mais le boycott peut être également une arme particulièrement efficace pour manifester une solidarité active avec des peuples opprimés. C'est ainsi, qu'aux Pays-Bas, en 1972, un Comité d'Action pour l'Angola, lança le boycott du café, provenant de cette colonie portugaise. Il fut expliqué à l'opinion publique comment le fait de consommer du café angolais, était un acte de collaboration avec la politique raciste menée par le Portugal en Afrique. Cette action reçut un large écho parmi la population néerlandaise, et bientôt, plus aucun grain de café provenant de l'Angola, n'était en vente sur le marché des Pays-Bas. Le Portugal venait de perdre une bataille.

Il serait possible — il faudrait dire il serait nécessaire — d'imaginer en France le boycott de certains produits, comme les fruits venant d'Afrique du Sud, dont la vente sert à soutenir financièrement des régimes qui violent ouvertement les principes essentiels de la démocratie. Il est sûr que pour entreprendre avec succès une telle action, le soutien actif des syndicats s'avère absolument nécessaire.

LA DESOBEISSANCE CIVILE

L'action non violente de non collaboration la plus forte est l'action de désobéissance civile. **Ce qui fait l'injustice, ce n'est pas la loi injuste, mais l'obéissance à la loi injuste.** Dès lors, la désobéissance civile apparaît comme l'arme la plus efficace contre la « légalité bourgeoise » qui vient cautionner le désordre établi. Selon la doctrine officielle des Etats, chaque citoyen exerce véritablement son pouvoir en votant. Ainsi, dès lors que les citoyens se sont exprimés par le vote, chacun doit obéir aux lois décidées par la majorité. Mais cela revient à priver le peuple, pourtant « souverain », de toute possibilité de contrôle effectif sur ceux qui exercent le pouvoir, et cela est contraire aux exigences de la démocratie. Aussi, ne convient-il pas seulement d'œuvrer par les voies légales pour que le pouvoir change de politique ou pour provoquer un changement de pouvoir ; il convient d'exercer effectivement son propre pouvoir de citoyen en refusant, par un acte de désobéissance civile, toute collaboration avec les lois injustes décidées par l'Etat.

Sur les chemins de la vraie démocratie, la prise du pouvoir pour le peuple est un détour trop dangereux où l'on finit le plus souvent par se perdre. Ainsi, la non violence nous engage-t-elle à éviter ce détour. Dans sa visée révolutionnaire, elle n'a pas pour but la prise du pouvoir pour le peuple, mais directement la prise du pouvoir par le peuple. Ce n'est pas un Etat fort qui fait la véritable démocratie, mais des citoyens libres et responsables. Dans cette perspective, Bernanos avait raison d'affirmer : « Il faut beaucoup d'indisciplinés pour faire un peuple libre ». Et cela rejoint très précisément les perspectives d'un socialisme auto-gestionnaire où le premier et le dernier mot doivent revenir à la base.

L'une des formes possibles de la désobéissance civile est le refus collectif de tel ou tel impôt. En France, certains groupes ont organisé une action de refus et de redistribution d'une partie des impôts en faveur des paysans du Larzac.

Mais il ne peut suffire de refuser de collaborer avec l'injustice, il convient aussi d'organiser un programme constructif, qui s'efforce de réaliser la justice. Lors d'une campagne d'action non violente, le programme constructif consiste à organiser, parallèlement aux institutions et aux

structures que l'on conteste et avec lesquelles on refuse de coopérer, des institutions et des structures qui permettent d'apporter une solution constructive aux problèmes posés.

FACE A LA REPRESSION

Toute action de contestation du désordre établi, devra faire face à la répression des pouvoirs en place. Et ici, contrairement à certaines impressions qui prévalent parfois, les méthodes de l'action non violente offrent de meilleures garanties pour les minorités qui luttent pour la reconnaissance de leurs droits. Si les opprimés se situent sur le terrain de la violence, ils se mettent eux-mêmes dans une position d'infériorité. Car la capacité de violence des oppresseurs sera toujours démesurément plus grande que la capacité de violence des opprimés.

Il est très significatif, à cet égard, de considérer l'action des Noirs Américains. Pendant des années, Martin Luther King a su mobiliser des centaines de milliers de Noirs dans un combat non violent, contre les injustices de l'Amérique blanche, et, si tout n'a pu être résolu, le bilan de ce combat est largement positif. Les Panthères Noires, qui furent présentées comme les continuateurs de Martin Luther King dans la lutte des Noirs contre le pouvoir blanc et qui étaient persuadées de la supériorité de la violence, échouèrent et furent rapidement mises hors d'état de poursuivre leur action, par la répression. Leurs responsables avouent aujourd'hui l'échec total de la lutte armée. Ainsi, au bout du fusil, les Noirs trouvèrent bien le pouvoir, mais c'était le Pouvoir Blanc.

Et il semble malheureusement que cela soit vrai pour toutes les situations, y compris le Viet-Nam et le Chili. Peut-on dire sérieusement que le peuple vietnamien a remporté une victoire **par les armes** quand on sait les destructions, les souffrances et les morts accumulés pendant trente années de guerre, et cela sans qu'aucun problème politique n'ait trouvé de véritable solution, malgré un cessez-le-feu officiel qui, en fait, n'a pas mis fin à la guerre ? Dans ces conditions, il est difficile de présenter le conflit vietnamien comme un modèle pour les autres peuples. Quant au Chili, il suffit de considérer d'un peu près la situation pour comprendre qu'il est illusoire de prétendre « qu'il n'y avait qu'à armer le peuple » pour faire échec à la junte militaire. Tous les observateurs ont bien montré que les partisans d'Allende ne pouvaient rien attendre d'un affrontement armé qui était « dans les conditions actuelles de la technique militaire, non seulement sans espoir, mais suicidaire » (Régis Debray).

LA VIOLENCE EST UN PIEGE

Cette impossibilité d'avoir recours à la violence pour obtenir justice, est encore plus manifeste dans une situation comme celle de la France. Si nous utilisons la violence, nous attirerons l'attention de l'opinion publique, non pas sur l'injustice que nous voulons combattre, mais sur la violence que nous commettons. Or, toute action, pour être efficace, doit rencontrer l'adhésion de la population, et c'est un fait d'expérience, que la violence discrédite les acteurs auprès de l'opinion publique. Les exigences de la popularisation commandent à ceux qui s'engagent dans une action, de s'en tenir rigoureusement à la non violence. Cela a été illustré, d'une manière particulièrement probante, aussi bien par les paysans du Larzac que par les ouvriers de chez Lip. C'est ainsi que Charles Piaget déclarait, en août 73 : « Le rapport de forces ne nous restera favorable que si notre action se poursuit dans l'unité, le calme et la non violence » (déclaration citée, à la fois, par « La Croix » et par « Le Monde »).

Par l'action violente, nous venons offrir à notre adversaire, c'est-à-dire aux pouvoirs établis, les arguments dont ils ont besoin pour venir justifier leur propre violence. Face à la violence qui se manifeste dans la rue, il est facile pour un gouvernement de se donner tous les moyens de répression qu'il veut et cela, avec le soutien de la plus grande partie de la population, qui est bien convaincue que « les casseurs doivent être les payeurs ». A cet égard, la loi « anti-casseurs », élaborée par le Gouvernement français en 1970, est très significative. Le Ministre de la Justice d'alors, René Pleven, défendait ainsi cette loi, devant le Parlement : « Ce projet, dont j'ai lu tour à tour qu'il était dirigé contre les étudiants, contre les ouvriers, contre les commerçants, contre les grévistes, contre les syndicats, contre les libertés publiques et individuelles, il n'est, en réalité, rien de tout cela. Ce qu'il est, c'est un projet de loi contre la violence ».

Ainsi, et tous les gouvernements font de même, condamne-t-on tout usage de la violence, en faisant valoir que celle-ci est le mal absolu, destructeur de l'ordre et de la liberté, et on fait porter indistinctement cette condamnation sur tous ceux qui ont recours à l'action violente, quels que soient leurs motivations et leurs objectifs. Le meilleur moyen de dénoncer l'hypocrisie de pareils procédés, c'est précisément de s'en tenir aux méthodes de l'action non violente. La violence apparaît, en effet, comme un piège ! elle est le meilleur moyen de nous faire récupérer par le système que nous combattons, que ce soit le capitalisme ou le socialisme d'Etat, c'est-à-dire précisément, le système de la violence.

Je voudrais vous
parler non violence



L'ACTION NON VIOLENTE EST UN DEF

Certes, un Mouvement non violent doit savoir compter avec la répression que les pouvoirs établis ne manqueront pas d'exercer sur lui au moment où ils le jugeront nécessaire. Cependant, pourvu que la cause défendue soit juste, la répression qui vient frapper un mouvement non violent, reste sans véritable justification. Ici, ce ne sont plus les opposants qui doivent justifier leur violence en étant condamnés à une position défensive, particulièrement inconfortable, mais c'est le Gouvernement qui doit justifier la violence à laquelle il a recours, pour briser l'action des opposants.

C'est un renversement des rôles, et cet élément est essentiel à la stratégie de l'action non violente. En réalité, la répression qui vient frapper un Mouvement non violent, risque de lui profiter, en lui donnant toute la publicité dont il a besoin, et en mettant bien en évidence, aux yeux de l'opinion publique, les véritables données du conflit en cours. En ce sens, l'action non violente comporte un défi à la répression. Il en résulte que la force d'un Mouvement non violent est directement liée à la mesure de sa capacité à résister à la répression de l'adversaire. Il importe donc de ne pas défier le Gouvernement, avant que le Mouvement ne soit assez fort pour n'être pas brisé par la répression, c'est-à-dire, avant que ne soit réalisée une prise de conscience suffisante, chez les travailleurs.

Les possibilités offertes par l'action non violente semblent donc de nature à permettre aux victimes des injustices de notre société (en particulier, à la classe ouvrière, opprimée par le système capitaliste) de lutter avec efficacité pour la reconnaissance de leurs droits. Mais la non violence permet-elle d'apporter des éléments de réponse aux problèmes posés par l'armée et la défense dite nationale ? La fonction avouée de l'armée est de défendre le territoire national, mais la fonction inavouée, et cependant de plus en plus évidente, est de défendre un certain système social et politique et de se préparer à intervenir contre « l'ennemi intérieur ». C'est ainsi que le Secrétaire d'Etat à la Défense Nationale n'a pas hésité à déclarer : « La défense opérationnelle du territoire (D.O.T.) est organisée pour éviter tout retour aux événements qui ébranlèrent la France en mai 68 ». Quant au Général Beauvallet, il multiplie, ces derniers temps, des déclarations sans équivoques : « Ne doit-on pas considérer — a-t-il notamment affirmé — comme la menace la plus immédiatement dangereuse tout ce qui met en cause la cohésion du pays ». Ainsi, la militarisation croissante de notre société, s'avère être une menace constante pour la liberté. **Dès lors, tout combat pour une vraie démocratie socialiste doit inclure dans sa perspective, la lutte contre le militarisme. La recherche de l'autogestion nous oblige à engager, dès maintenant, le processus du dépérissement de l'armée.**

LES VENTES D'ARMES A L'ETRANGER

L'une des conséquences les plus graves de la politique militaire actuelle du Gouvernement français, et qui concerne directement les travailleurs, c'est les ventes d'armes à l'étranger. Sous prétexte de rentabiliser nos usines d'armement, nous vendons des armes à qui veut bien se déclarer preneur. C'est ainsi que nous accroissons dangereusement le risque de conflits armés, un peu partout dans le monde. Il est malheureusement trop évident que ce sont les armes des pays riches, et notamment celles de la France, qui ont rendu possible la guerre indo-pakistanaise de décembre 1971. Depuis, la France a repris ses ventes d'armes au Pakistan. En signalant ce fait, le journal « Le Monde » pouvait écrire, le 9 janvier 1974 : « La France paraît peu se soucier du fait qu'en encourageant la course aux armements, dans le sous-continent indien, elle y accroît les risques de tension ».

Dans d'autres cas très précis, le Gouvernement français accepte des complicités graves, en alimentant en armes des régimes qui foulent aux pieds le principe même de la démocratie, qu'il s'agisse de l'Afrique du Sud, du Portugal, de la Grèce, du Brésil ou du Chili. Cela nous rend directement complices de l'oppression qui pèse sur les peuples de ces pays, et notamment sur les travailleurs.

Pour justifier ce trafic d'armes, le ministre des armées, n'hésite pas à mettre en avant la défense des « ouvriers français » : « Je n'ai nullement l'intention — a précisé récemment Robert Galley — d'arrêter notre effort d'exportation, et je n'ai aucune raison de mettre au chômage des ouvriers français au nom d'un principe moral qu'aucun état n'entend respecter ». Ainsi, le ministre a bien conscience, qu'en se livrant au trafic des armes, il viole ce qu'il appelle lui-même un « principe moral », mais il croit pouvoir justifier sa propre immoralité par l'immoralité des autres. Mais cette affirmation de Robert Galley pose une grave question aux ouvriers français. **Certes, nous devons avoir conscience des difficultés que la cessation des ventes d'armes représenterait pour de très nombreux ouvriers, travaillant dans les usines d'armement ; mais c'est précisément pour pouvoir faire face à ces difficultés qu'il nous semble essentiel que les travailleurs et les syndicats prennent en charge ce problème.** Il serait particulièrement grave, il serait désespérant que les syndicats se satisfassent de réclamer le plein emploi pour les ouvriers français en sacrifiant délibérément la liberté des ouvriers opprimés par les régimes auxquels nous vendons des armes. La solidarité internationale, plus précisément ici l'internationalisme ouvrier, ne devrait-il pas mobiliser tous les travailleurs pour faire cesser ce trafic ? Et sans cette mobilisation des travailleurs eux-mêmes, pouvons-nous espérer mettre un terme aux agissements de Robert Galley ? Encore une

fois, nous ne voulons pas simplifier le problème, nous entendons seulement le poser, avec toute sa difficulté. Le pire serait de refuser de le poser en prenant prétexte de cette difficulté.

VERS UNE DEFENSE POPULAIRE NON VIOLENTE

En ce qui concerne le problème global posé par l'armée, la non violence nous amène à étudier les possibilités d'une défense populaire non armée reposant, pour l'essentiel, sur la détermination de la population à refuser toute collaboration avec un éventuel agresseur. La puissance d'un occupant est, en effet, fonction du degré de collaboration qu'il est capable de susciter au sein de la population. S'il lui devient impossible de compter sur les forces vives du pays qui lui opposent une résistance non violente, en refusant d'obéir à ses ordres, alors toute occupation devient pratiquement impossible. Et la préparation de cette résistance populaire non violente est de nature à dissuader un éventuel agresseur. De plus, et ce point nous semble essentiel, le fait de promouvoir une défense populaire non violente doit favoriser le développement de la démocratie. Si l'armée est un instrument aux mains des pouvoirs établis pour désamorcer la révolte des classes défavorisées, l'organisation d'une résistance populaire non violente, au contraire, donne aux citoyens les moyens de combattre les injustices sociales, en même temps qu'ils deviennent capables de se défendre contre une agression extérieure. En outre, si la préparation militaire tend à développer chez chaque citoyen des réflexes d'obéissance et de discipline qui le conditionnent dans le sens d'une soumission inconditionnelle à l'Etat, la mise en place d'une stratégie de résistance non violente développe au contraire, chez chaque citoyen, le sens de la responsabilité et de l'initiative personnelles. Par sa propre logique, la non violence est un ferment de changement social et un dynamisme révolutionnaire. En ce sens, elle est irrécupérable par les pouvoirs établis.

Voilà brièvement, trop brièvement, exposés quelques principes de base de la non violence. Ces pages veulent davantage poser des questions qu'apporter des réponses. Elles veulent susciter un dialogue et non pas apporter un message. Ceux qui sont engagés dans l'action non violente ont le plus grand besoin de ce dialogue, dans lequel ils ont conscience d'avoir beaucoup à recevoir. C'est pourquoi nous avons l'espérance que ce dialogue sera possible et qu'il nous permettra, aux uns et aux autres, d'avancer ensemble vers les vraies réponses qui sont appelées par les vraies questions, posées aux uns et aux autres.

Groupe mixte
« pacifistes-non violents »
mars 1974

NOUVELLES BREVES

● Les 6 et 7 avril a été constitué à Orléans le Mouvement pour une alternative non violente (M.A.N.). Treize groupes le forment sur un mode fédératif et sur la base du « Manifeste pour une alternative non violente » que nous avons publié dans *A.N.V. n° 1*. Ce sont : Amiens, Castres, Clermont-Ferrand, Evreux, Le Havre, Limoges, Melun, Orléans, le groupe César-Chavez de Paris, Pau, Poitiers, Poligny et Strasbourg. Pour plus d'informations, se reporter au bimensuel *Combat non violent*, qui d'ores et déjà est partie prenante de cette première fédération de groupes non violents.

● Le deuxième numéro de la revue dirigée par Roger Garaudy, *Alternatives socialistes*, vient de sortir. Il a pour thème « Foi et socialisme » et est à lire absolument. On sait en effet que, ami de Dom Helder Camara, Roger Garaudy mène une recherche très proche de la nôtre, *Alternatives socialistes*, 12 F le numéro, Ed. Stock, 14, rue de l'Ancienne-Comédie, 75006 Paris.

● Le Centre Local d'Information et de Coordination pour l'Action non violente (C.L.I.C.A.N.) de Toulon (56, rue Gimelli, 83100 Toulon) témoigne d'une vitalité assez remarquable. Il vient de publier dans la « Petite collection Maspéro » un mémo bien documenté sur *La France, Trafiquant d'Armes* (franco : 7,50 F) et propose encore quelques autres documents : *Les Nazis face à la Résistance non violente*, par Aimé Léaud (0,50 F), *La Résistance Civile*, par Sir Basil Liddle Hart (1 F), *Action non violente* (0,50 F), et *Défense nationale armée ou Défense populaire non violente* (0,50 F). Le C.L.I.C.A.N. se situe dans une perspective de lutte contre la militarisation et pour une défense populaire non violente, contre le pouvoir de l'argent et les injustices sociales, contre le totalitarisme et l'oppression politique, pour une recherche écologique. Il semble assez sensible aux solutions préconisées par Ivan Illich dans son ouvrage « La convivialité ».

● On sait l'importance de la contribution apportée par le G.A.R.M. de Lyon au combat contre la militarisation. On sait aussi qu'il est l'initiateur, avec le Mouvement Lyonnais d'Action non violente, de la campagne de boycott des produits du trust I.T.T., responsable pour une grande part de l'assassinat du Chili socialiste. Les G.A.R.M. a dû faire face ces derniers mois à plusieurs tentatives d'étouffement, dont une série de procès qui coûtent cher. Tout concours financier sera bienvenu : C.C.P. Paulette Declippeir, Lyon 1 156 71.

suite page 35

14 THESES SUR L'AUTOGESTION

Les non violents peuvent-ils se reconnaître dans ces thèses du C.L.A.S. ? A vous de répondre

1 Le capitalisme, sous sa forme nationale ou multinationale, s'est aujourd'hui saisi, dans notre pays, de l'ensemble des activités humaines et des conditions de l'existence quotidienne, du travail à la chaîne à la télévision, en passant par les cités-parkings, les H.L.M., les marchés du loisir et de la culture, etc.

L'Etat et l'ensemble des pouvoirs, qu'ils s'exercent à l'entreprise, sur la terre, sur la ville, sur l'information, sur l'enseignement, etc., ont pour fonction d'imposer aussi bien par la répression que par une prétendue participation, un mode de vie permettant un constant élargissement de la production de plus-value.

Le règne universel de la marchandise ébranle toutes les institutions et toutes les valeurs établies, met la société tout entière en état de crise permanente.

2 Face à cette crise, le terme d'autogestion exprime le sens de la solution révolutionnaire globale vers laquelle s'orientent les luttes présentes qui s'étendent à tous les secteurs de la vie sociale. Ces luttes remettent en cause l'organisation capitaliste du travail, le principe d'autorité et l'ordre hiérarchique dans tous les domaines, une école qui perpétue la séparation du travail manuel et du travail intellectuel, la fonction de classe de l'armée, de la police, de la justice, l'emprisonnement de la jeunesse dans les mécanismes de reproduction du capital,

l'inégalité et la subordination de la condition féminine liées aux structures rétrogrades de l'institution familiale et de la vie sexuelle, l'exploitation sauvage des travailleurs immigrés, l'oppression économique et culturelle des minorités nationales de notre propre pays.

On constate aujourd'hui que la croissance capitaliste aboutit à l'irrationalité de la vie quotidienne, à la pollution, à la destruction des cycles écologiques, et cela dans le cadre d'une surexploitation et d'une misère accrues imposées aux peuples du Tiers Monde. C'est pourquoi la finalité de cette croissance est elle-même largement remise en question.

3 Dans l'action contre toutes les formes d'exploitation, d'oppression et d'aliénation qu'engendre le capitalisme actuel, se constitue un nouveau bloc de forces sociales, fondé non sur une alliance provisoire et circonstancielle de classes ayant des intérêts divergents ou contradictoires, mais sur l'aspiration commune à un changement fondamental des structures, des rapports entre les hommes et avec la nature, des modes de vie et de civilisation, à une autodétermination complète des peuples et des individus. Dans ce bloc, la classe ouvrière, en fonction de sa situation de classe la plus exploitée, joue un rôle central, mais les autres catégories de travailleurs et tous ceux, jeunes, femmes, etc. qui prennent conscience dans la lutte de la nécessité d'en finir de façon radicale avec le système capitaliste, y ont leur place.

4 La révolution socialiste autogestionnaire trouve sa base objective dans le fait que la convergence des forces anticapitalistes peut se réaliser dans une période où sont réunies les conditions matérielles, scientifiques et techniques dans lesquelles notre société peut organiser rationnellement la production et la répartition en réduisant au minimum les contraintes de l'accumulation, en mettant fin à tout système autoritaire et hiérarchisé.

Avec les moyens modernes d'information et de formation, le problème des décisions peut être résolu de façon rationnelle par les intéressés eux-mêmes à toutes les instances de la vie économique, sociale et politique.

5 Le socialisme autogestionnaire se fonde sur l'appropriation sociale des moyens de production et sur leur gestion directe par les travailleurs, déterminant eux-mêmes, dans le cadre d'un plan élaboré démocratiquement, les finalités, les conditions et la rétribution de leur travail. Sur cette base, il réalise le pouvoir des travailleurs à l'entreprise, dans les services, dans toutes les institutions ainsi qu'aux niveaux communal, régional, national.

L'information et l'expression libres, la liberté d'association, de propagande et d'action syndicale, politique, culturelle permettent à tous les membres de la société d'assurer leur autodétermination et leur donnent la possibilité d'un développement collectif et d'un épanouissement personnel.

6 Même s'il aspirait dès sa naissance à ce type de société, le mouvement ouvrier n'a pu encore y accéder, tant en raison de l'absence de maturité des conditions matérielles que par l'effet d'illusions sur les possibilités d'y parvenir sans détruire le système capitaliste et son Etat, ou parce que les forces révolutionnaires, là où elles ont triomphé, ont mis en place des Etats à dominante bureaucratique fondée sur la direction de l'économie et de l'ensemble de la société par un parti hégémonique, lui-même organisé selon les principes du monolithisme. Dans ces conditions, les travailleurs, privés des libertés essentielles, restent également frustrés de la réalité des pouvoirs de décision et de gestion à l'entreprise et dans tous les secteurs de la vie sociale.

7 Tel qu'il s'exprime dans le Programme Commun de gouvernement, le projet de société demeure tributaire de ses deux tares historiques. D'une part il diffuse la croyance selon

laquelle il est possible d'avancer vers le socialisme dans le cadre même du système économique actuel et en laissant subsister les formes institutionnelles de son appareil d'Etat. D'autre part, il annonce l'installation progressive d'un capitalisme d'Etat assorti d'une gestion dite démocratique mais dans laquelle ce sont les appareils des Partis et des Syndicats qui, dans le cadre de la propriété étatique des moyens de production, assument le rôle dirigeant. Toute l'expérience du mouvement ouvrier montre que dans un tel système c'est au parti de type monolithique que reviendrait tôt ou tard l'hégémonie politique. La pire des illusions consisterait à croire que les perspectives tracées par ce programme sont compatibles avec l'autogestion socialiste.

8 Le combat pour le socialisme autogestionnaire prend appui sur les luttes actuelles contre l'exploitation et l'oppression, luttes qui, dans leur forme (autodirection par les travailleurs et tout récemment par les lycéens et les étudiants), et dans leur contenu, posent de plus en plus le problème de la transformation des rapports de production et des rapports sociaux. Ces problèmes sont également posés dans les actions qui se développent dans les domaines de l'école, du cadre de vie, de la santé, de l'habitat, des transports, dans les actions que mènent les jeunes, les femmes, les travailleurs immigrés, les minorités nationales.

Mais ces luttes ne peuvent déboucher spontanément sur l'autogestion socialiste, pas plus que n'y peut conduire une politique réformiste ou l'hégémonie de directions bureaucratiques sur le mouvement ouvrier.

9 La destruction de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie et de tous les pouvoirs sur lesquels il s'appuie, sur l'entreprise, sur l'éducation, sur le cadre de vie et sur le mode de vie, est le préalable à l'instauration du socialisme autogestionnaire. C'est donc un problème politique qu'affronte nécessairement le mouvement pour l'autogestion. Celui-ci doit élaborer et appliquer une stratégie révolutionnaire adaptée aux conditions actuelles de la lutte des classes, stratégie dans laquelle la lutte pour le contrôle des travailleurs sur les entreprises et les services et pour le contrôle populaire sur l'habitat et le cadre de vie, l'éducation, la santé, etc, peuvent constituer des objectifs intermédiaires préparant la crise révolutionnaire. Au cours de cette crise, l'instauration d'un réseau de bases d'autogestion peut être une arme essentielle dans la bataille pour abattre le pouvoir de la bourgeoisie.

10 Confronté à cette tâche historique le mouvement révolutionnaire pour l'autogestion ne peut se développer sans disposer d'une instance capable d'élaboration politique et théorique, capable de regrouper les forces sociales engagées ou susceptibles d'être engagées dans les luttes, capable de dégager scientifiquement les perspectives générales et de les proposer pour des luttes nouvelles.

L'organisation révolutionnaire qui assumera ce rôle doit rejeter les schémas dépassés d'une avant-garde qui se rassemble sur la base d'un programme élaboré en vase clos et sur un modèle pré-établi d'organisation et qui se tient pour l'incarnation de la classe ouvrière et de la conscience révolutionnaire. La conscience et les forces révolutionnaires se constituent dans un rapport constant entre le mouvement autonome des masses, les luttes réelles et l'organisation politique.

11 Entre l'organisation politique, les organisations de masse, qu'elles soient permanentes comme les syndicats, ou temporaires comme les comités de lutte, les comités de grève, etc., les liens doivent être multiples à tous les échelons et contribuer, tant sur la base géographique que sur celle des secteurs d'intervention, à l'élaboration de la ligne politique et des décisions.

12 Dans ses structures, l'organisation doit préfigurer les rapports sociaux du socialisme d'autogestion. Elle doit être suffisamment décentralisée pour permettre aux militants la plus grande autonomie dans les luttes et la capacité

d'élaboration et de décision à la base. La libre circulation des idées, la confrontation des points de vue, la reconnaissance explicite des courants et leur représentation briseront toute possibilité de monolithisme et de captation bureaucratique de la direction. Mais l'organisation doit garantir sa cohérence et sa capacité d'action révolutionnaire par une définition suffisamment claire et précise de ses orientations de base.

13 Dans une telle organisation, l'engagement politique n'est pas le renoncement sécurisant à prendre des initiatives et des responsabilités. Chaque militant est au contraire appelé à développer dans l'élaboration et dans l'action ses capacités de création, et tout l'effort de formation et d'information, la pratique politique et le langage lui-même doivent tendre à lui permettre d'affirmer sa personnalité dans la lutte collective pour la révolution et pour le socialisme autogestionnaire.

14 La création de l'organisation révolutionnaire pour l'autogestion est l'objectif commun des partis et groupements révolutionnaires qui rejettent le passage par une phase de direction centraliste de l'économie et de l'Etat et qui ont pris position sans équivoque pour l'autogestion socialiste. Mais elle nécessitera la réunion de dizaines de milliers de travailleurs et militants des organisations syndicales, sociales, culturelles qui seront appelés dans des assemblées de base à construire ensemble l'instrument politique indispensable à la coordination et à la convergence de leurs luttes vers la révolution socialiste autogestionnaire.

C.L.A.S.

Comité de Liaison pour l'Autogestion Socialiste

COMBAT NON VIOLENT Bimensuel d'information sur l'action non violente en France et dans le monde

Quatre numéros spéciaux :

- SIGNIFICATION DE LA NON VIOLENCE. Réédition d'un texte très utilisé de Jean-Marie Muller (4,50 F).
- LA BOMBE EN QUESTION. Récit de l'expédition du « commando Bollardiére », par Jean-Marie Muller (5 F).
- LA « COMMUNAUTOSE ». Un numéro partisan mais largement documenté sur le phénomène communautaire (4,50 F).
- VERS UNE REVOLUTION NON VIOLENTE. Texte et reproduction photographique d'une exposition réalisée sur ce thème (4,50 F).

En vente à : COMBAT NON VIOLENT, Vendranges, 42 590 Neulise (C.C.P. : les Amis des Circauds, 4514-75 Lyon).

PLATEFORME DES OBJECTEURS DU ROANNAIS

Les objecteurs de conscience de Roanne, insoumis à l'O.N.F. sentirent la nécessité de se regrouper et d'élaborer une défense commune pour faire face aux procès pouvant leur être intentés.

La plateforme qui suit permet à chacun de clarifier ses idées, tout en présentant un front commun plus efficace stratégiquement.

Ce travail situe l'objection dans une réflexion globale de toute notre société.

De même qu'il serait très dangereux de considérer l'armée comme préparation spécifique à la défense nationale, il serait faux de vouloir « cantonner » l'objection au seul refus de l'armée.

L'objection de conscience n'est pas une fin en soi. Elle est le refus de l'armée parce qu'elle représente une des violences les plus caractérisées et tentaculaires de notre société. Elle est bien sûr politique car l'armée a une emprise totale sur le domaine politique. Elle est anti-autoritaire, anti-hiérarchique autant qu'antimilitariste.

Il nous semble important de laisser à chacun le soin de se situer vis-à-vis de cette violence globale et de lui permettre de trouver la forme de lutte qui lui convienne (objet de la

deuxième partie de notre plateforme). Ceci pour sortir des nombreuses polémiques qui surgissent quand chacun essaye de démontrer que la forme de lutte qu'il a choisie est la seule valable.

Stratégiquement il nous semble préférable de ne pas s'étendre sur un plateau trop lourd de revendications, et de se fixer quelques objectifs précis (abrogation du décret de Brégançon, liberté d'affectation) regroupant le maximum de gens à qui nous voulons nous adresser (partis et syndicats essentiellement).

Beaucoup de personnes de ces groupes ne rejoignent pas notre démarche, mais restent sensibles à des points qui les touchent de près (limitation du droit de grève, par exemple).

Notre plate-forme n'est en aucune façon une analyse des violences de notre société et des alternatives possibles. Elle est une simple ligne directrice pour éclaircir notre objection.

« Montée des prix ! Grèves ! Rationnement ! Tension internationale ! ». Ce sont autant de titres dans les journaux, de mots dans les bouches, en définitif, de questions dans les esprits, qui traduisent un malaise général et profond devant les problèmes de notre société, dans le monde ou plus près de nous.

I. — SUR QUOI REPOSE NOTRE SOCIÉTÉ ?

Sur :

- La hiérarchie (savoir, argent, salaire, rang social, âge, grade, mérite) ;
- Une concurrence à tous les niveaux ;
- Des structures de plus en plus lourdes, où les gens ont de moins en moins de poids ;
- Une école, qui façonne les enfants pour en faire des individus conformes aux besoins de la société, au lieu d'éveiller leur personnalité ;
- Une police, une armée.
- Des violences dans notre système économique de production et de consommation : insécurité et insalubrité dans le travail, travail sans responsabilités, cadences, publicité

agressive, consommation effrénée : gaspillage, pillage du Tiers-Monde, exode rural, bidonvilles.

En fait, c'est partout la loi du plus fort.

En face de tout cela nous devons choisir entre :

- L'acceptation muette de la violence comme élément nécessaire aux rapports humains, ou
- Une attitude créatrice consciente et responsable, qui conduit à un changement de mentalité de chaque individu, en même temps qu'à un changement global des structures, qui permettra de construire un monde où la « vraie vie » ne sera pas absente.

II. — NOUS CHOISSONS DONC QUATRE FORMES D'ACTIONS NE S'EXCLUANT PAS LES UNES DES AUTRES

- Refus dans la mesure du possible, de :

- La publicité qui pousse à consommer.
- La consommation effrénée, qui n'est plus réponse aux besoins immédiats, mais superflus ruineux et abêtissants, engendrant une émulation à la possession et endormant l'individu, afin qu'il oublie ses problèmes immédiats (famille, etc.) pour se plonger dans la production.
- La technocratie qui ôte toute responsabilité aux travailleurs (Lip).
- La concurrence, de la lutte pour la promotion, et le classement des titres honorifiques, des mérites, qui sont un leurre et bloquent toute solidarité.
- Des carrières, germe de la concurrence et bien souvent complicité avec l'ordre établi.

- Aide auprès des plus défavorisés :

C'est la réponse directe à une situation d'urgence, pour des problèmes que le gouvernement n'essaye pas de résoudre sérieusement (handicapés, vieillards, immigrés).

Cette aide : pour guérir, mais il faut prévenir.

Pour cela :

- Lutte contre les structures oppressives :

C'est la lutte politique (au niveau des partis, des syndicats, etc.).

- Recherche ou expérimentation immédiate d'Alternatives :

- Communauté,
- Contrôle ouvrier (autogestion),
- Artisanat,
- Technologies douces (énergie, agriculture biologique, etc.),
- Stratégies non violentes dans les conflits.

III. — C'EST NOTRE DEMARCHE

Nous refusons en conséquence l'armée comme violence caractérisée de notre société.

Parce qu'elle :

- Brise les grèves (éboueurs, aiguilleurs du ciel, R.A.T.P.),
- Fiche et contrôle systématiquement ceux qui la conteste (« adversaire intérieur »),
- Modèle les jeunes (service national obligatoire),

- Colonise et détériore les sols (Larzac, Canjuers, etc.),
- Lèse intolérablement les pauvres (Tiers Monde, etc.),
- Participe au commerce des armes (vente de Mirages aux pays en guerre) et enrichit les gros trusts (Dassault, Matra),
- Réalise des essais nucléaires (Mururoa).

Nous nous déclarons objecteurs de conscience, et nous demandons le statut (loi du 21/12/63).

IV. — MAIS EN FACE DE NOUS LE GOUVERNEMENT

- N'admet pas que le nombre des objecteurs augmente, que leurs actions se révèlent efficaces.

Cependant d'une part, il profite de ce que :

- Les objecteurs de conscience constituent une main-d'œuvre à bon marché dans des secteurs délaissés par lui.

Mais, d'autre part :

- Il est gêné, car la plupart sont engagés politiquement, et font prendre conscience de leur situation aux exploités avec qui ils sont en contact.

C'est ce qui pourrait expliquer deux mesures prises en 1972 :

— Ordonnance d'affectation autoritaire des objecteurs de conscience à l'Office National des Forêts,

— Décret 72 805 du 7/08/72, dit décret de Brégançon : suppression des libertés politiques et syndicales, interdiction de tout acte, propos ou attitude contraires aux intérêts de la nation, interdiction de toute réclamation collective ou manifestation collective, toute cessation concertée du travail.

Ces mesures s'ajoutent à celles restreignant déjà depuis 1963, la loi sur l'objection :

— Arbitraire de la commission juridictionnelle (Opération 20),
— Statut accordé pour des raisons seulement philosophiques et religieuses,

— Il est interdit de faire connaître la loi sur l'objection,

— 2 ans de service civil au lieu d'un,

— Dans le passé, il y a déjà eu d'autres tentatives d'affectations autoritaires (Protection civile, hôpitaux, etc.).

V. — IL EST LOGIQUE

Que nous n'acceptons pas ces mesures, qui nous empêchent de faire le travail que nous jugeons propre à nos convictions (en particulier, nous refusons l'affectation à l'Office national des Forêts), parce que :

— C'est un organisme à caractère lucratif,

— Les techniques d'exploitation ne respectent pas la nature,

— Les objecteurs de conscience sont la main-d'œuvre à bon marché qui concurrence des salariés payés normalement,

— Ce travail ne répond ni aux compétences, ni aux aspirations personnelles des objecteurs de conscience.

VI. — EN CONSEQUENCE

Nous demandons.

● L'abrogation de l'ordonnance nous affectant autoritairement à l'Office national des Forêts), et du décret de Brégançon,

● La liberté d'affectation : que chaque objecteur puisse situer et mener sa lutte contre les violences de notre société, en fonction du mode d'action qu'il s'est choisi. (Refus, aide aux plus défavorisés, lutte politique, alternatives).

Pierre-Yves ANDRE
Jacques BRUNIER
Robert BERAUD
Roland JULIEN

Daniel THEVENET
Alain et Christian DUMONT
Jean-Michel CHEVIGNON



ANNEXE SUR L'OFFICE NATIONAL DES FORETS



L'Office National des Forêts, établissement à caractère industriel et commercial, qui a remplacé en 1966 l'ancienne administration des Eaux et Forêts, est chargé de la gestion et de l'équipement des forêts domaniales et de la mise en œuvre du régime forestier dans les forêts des collectivités. Il peut également être chargé de la réalisation d'opérations de toute nature en vue de la protection, de l'aménagement et du développement des ressources naturelles.

Cet Office avait rencontré des oppositions au moment de sa création : en 1962, un memorandum présenté par tous les syndicats des personnels techniques, administratifs et contractuels des Eaux et Forêts, et parlant de ce projet, concluait ainsi : « En conclusion, les personnels en cause, qui demeurent, comme par le passé, acquis à l'opportunité d'une réforme de leur administration, ne s'en élèvent pas moins contre un tel projet qu'ils estiment destructeur, inadéquat et insuffisamment mûri »...

Le Sénat avait d'ailleurs repoussé le projet de loi. Relevons dans les débats l'intervention de M. Antonin Courrière : « La création de cet Office National des Forêts nous paraît très dangereuse, parce que nous ne voyons pas du tout où nous voulons aller. Nous craignons qu'en fait... on ne déplace les crédits d'investissements vers les forêts rentables à court terme, au détriment des actions de service général de l'Etat, que l'on accélère la production des bois industriels au détriment des gros bois, des grumes de sciage ou de déroulage ».

Le 10 octobre 1964, les représentants des préposés et des administratifs, lors de la réunion du comité technique paritaire central disent « non » à l'Office.

M. Pleven, pensait lui-même que « la solution de l'Office est mauvaise », et déclarait : « L'Office sera une usine à bois alors que les Eaux et Forêts remplissent et doivent d'abord remplir des missions de services publics ».

Les craintes des opposants au projet se voient confirmées maintenant, par exemple quand M. Cointat, alors Ministre de l'Agriculture, déclare en juillet 1971 : « Je vous rappelle que les forêts doivent être classées en deux grandes catégories : les forêts de caractère économique, et les forêts aménagées, et ces forêts de caractère économique, elles-mêmes doivent être classées en deux catégories : les forêts donc de bois exceptionnels, et les forêts que j'appelle « usines à bois, qui doivent rendre le maximum d'argent dans le minimum de temps ».

...Les craintes de M. Pleven sur les « usines à bois » étaient bien fondées.

M. Delaballe, directeur général de l'O.N.F., déclare en janvier 1970 : « Il faut, à tous les niveaux, créer une obsession de la productivité ».

La recherche d'une augmentation de la productivité mène loin : le 2.4.5.T est un défoliant qui peut provoquer des malformations de nouveau-nés, la stérilité, des paralysies... chez les animaux et chez l'homme. Il a de plus un effet dégradant sur les sols par destruction des micro-organismes ; ce produit est utilisé pour les travaux de débroussaillage et de dégagements de semis.

Qu'en pense le Ministère de l'Agriculture ? « Il s'agit en l'occurrence du cas typique d'un produit pouvant être dangereux, mais dont l'emploi est néanmoins nécessaire sur le plan économique. Les Pouvoirs Publics se trouvent en ces circonstances en face d'une alternative dont le choix du terme entraînera, dans un sens comme dans l'autre, des conséquences graves : ou bien prendre des risques énormes pour l'homme ou l'environnement, ou bien bouleverser les conditions économiques d'une production (Circulaire du directeur général de la Protection de la Nature ; Réf. PN/C n° 3015, NS, 13 août 1970).

Le syndicat national unifié des Personnels Techniques des Forêts écrit en 1972 : « Le budget de l'Office fait apparaître, pour le moment, des bénéfices substantiels... Le rendement des forêts est porté à un niveau jamais atteint et que nous jugeons dangereux.

« C'est là que nous ne sommes plus d'accord !... La mission de l'Office n'est pas notre mission. Les forestiers ne sont pas seulement des marchands de bois. Par tradition et par formation, ce sont — avant tout — des défenseurs de la forêt et de la nature. Ils ont une vocation de service public, or, si l'administration n'a ni l'autorité ni les moyens de l'assurer, l'Office n'en a ni les pouvoirs ni les possibilités financières...

...« De plus nous affirmons que les tâches essentielles de service public, c'est-à-dire non rentables, sont de plus en plus délaissées à l'Office par manque de moyens et de personnels ».

Il apparaît donc clairement que l'Office national des Forêts a des buts essentiellement lucratifs et se comporte de moins en moins comme un service public. Il va même jusqu'à nuire à l'Homme, à la forêt, à l'environnement.

LA NON VIOLENCE MALADIE INFANTILE DE L'ANTIMILITARISME PROLETARIEN

Excusez mon retard à vous répondre. Je suis militant syndical, militant politique, je tente de poursuivre mes recherches historiques et j'ai aussi un métier qui s'alourdit de charges nouvelles : c'est dire que le temps m'est mesuré.

Pour cette raison mes réponses seront brèves, ramassées au maximum et peut-être, je le regrette, pas assez nuancées, dans la forme. Tant pis ! l'important est de vous répondre !

1) D'abord l'étiquette : Non violence. Dès l'abord je regrette le terme qui, dans un premier temps ne peut que détourner de la lutte politique effective, c'est-à-dire du combat fondamental qui ne connaît, lui, que des rapports de forces.

Il est vrai que — heureusement — la non violence devient vite une attitude intenable (à moins de sombrer dans le « témoignage » mystique inefficace dans 98 % des cas — je réserve 2 %, voir la fin de ma lettre !).

Position intenable : les non violents du mouvement noir américain n'ont pu s'en sortir qu'avec une lutte de masse n'excluant plus la violence. En Inde : la désobéissance civile ne pouvait conduire qu'à des luttes n'excluant plus la violence. Je n'écris pas comportant obligatoirement la violence, car ça aussi, c'est décidé par le rapport de forces, c'est-à-dire par l'adaptation aux réalités de la tactique politique !

2) Ce que vous écrivez prouve qu'à vos yeux, cette « révolte pacifique » qu'est l'insoumission revêt les couleurs de la vertu suprême.

Pour moi, c'est presque l'inverse. La révolte, justement, ce n'est pas la révolution et ça risque d'être le contraire. L'ouvrier, dites-vous « se révolte » contre les cadences et nous l'approuvons, pourquoi n'en serait-il pas de même de ceux qui « se révoltent » contre l'institution militaire ? Le « vécu » n'est-il pas l'essentiel ?

C'est mal poser la question.

La révolte née du vécu n'est essentielle que si la révolte cesse d'être révolte et dépasse le vécu : là est le chemin de la révolution, c'est-à-dire la seule issue possible ! On ne fait pas la révolution avec « le viscéral » mais en comprenant le monde tel qu'il est. Ce n'est pas une question de tripes mais une question de cerveau. Il faut partir du vécu, de la pratique mais partir de ne veut pas dire y demeurer. L'insoumission (bêlante ou rageuse) condamne à tourner en rond, à isoler et à stériliser dans une attitude des gens qui auraient pu devenir des militants.

3) Il est normal que le mouvement ouvrier dans un premier temps se soit contenté de certaines attitudes négatrices : la tentation d'être une contre société, c'est la dernière manifestation de l'utopie de type phalanstérien. Les gens du balbutiement, les anarchistes ouvriers (pas les anarchistes petits bourgeois actuels) ont aidé par leurs erreurs le mouvement ouvrier à progresser, à ne plus croire à la vertu des révoltés qui en restent à l'attitude moralisante de la révolte. La révolte moralise sur les effets. L'expérience a montré qu'il faut analyser scientifiquement les causes, et que la théorie est alors fondamentale, qu'il faut déterminer à la lumière de cette analyse une stratégie et une tactique rationnelle à cent lieues du « viscéral ».

L'expérience a démasqué l'errement de l'antimilitarisme élémentaire

3 exemples :

— en Italie Benito Mussolini est un « socialiste » anarchisant qui prône l'insoumission, déserte en Suisse, tonne contre le service militaire, on sait ce qu'il devient !

— en France Gustave Hervé est le représentant de l'antimilitarisme et de l'antipatriotisme frénétique (cf son article sur le drapeau planté dans les ordures). Il

termine par le ralliement à l'Union sacrée en 14, le « patriotisme » délirant de « La victoire » et en 1934 son livre « C'est Pétain qu'il nous faut ».

Et Yvetot ? Le dirigeant anarcho syndicaliste de la C.G.T. de 1914, maître du vocabulaire anti-militariste ? Il est pieusement incinéré pendant l'occupation en présence de ses chers amis nazis, de l'entourage d'Otto Abetz !...

De tels exemples laissent rêveur et confirment que retourner à de telles attitudes serait régresser. Le mouvement ouvrier a abandonné ses culottes courtes et il faut s'y faire !

Une autre voix s'est élevée (entre autres) celle de Lénine : « on te donnera un fusil, prends-le ! ». Ce qui ne veut pas dire que cesse le combat révolutionnaire contre l'armée de classe considérée comme un élément de l'appareil étatique de la bourgeoisie.

Mais il n'est question ici ni de viscères, ni de « morale ». Il est question de la lutte de masse, de l'explication, de l'organisation, de la réflexion sur ce que peut devenir et sur ce que devient l'armée dans l'évolution des rapports de forces engendrés par la transformation de la société. Il peut être question de lutte contre le militarisme, contre les comportements et les influences idéologiques diffusés à travers l'institution militaire, mais Karl Liebknecht disait déjà que « deux grammes de pression révolutionnaire à l'intérieur de l'armée font plus que deux tonnes d'agitation à l'extérieur », c'est donc dans l'armée que doivent être (en général) ceux qui veulent lutter. L'efficacité elle a été démontrée par 1917 en Russie alors que dans le même temps les beaux phraseurs de l'antimilitarisme anarcho syndicaliste s'étaient platement.

4) Je reviens aux 2 % d'efficacité du « témoignage » que peut entraîner le refus du service militaire. Nous, communistes, ne jetons l'exorcisme sur aucun mode de lutte. Nous demandons à voir, à peser l'efficacité en mettant toujours en rapport avec la conjoncture la forme d'action et l'influence qu'elle peut avoir. Nous sommes par exemple contre le terrorisme, mais dans les conditions de l'occupation, alors qu'il fallait montrer que la lutte armée contre les nazis devenait possible compte tenu de l'évolution de la situation globale, notre C.C. a décidé quelques attentats spectaculaires (en particulier celui qu'exécute Pierre Georges, notre immortel « Colonel Fabien », à Paris). Dans certaines cir-

constances un refus exemplaire soutenu par un puissant mouvement de masse peut aussi être efficace. On pouvait par exemple se poser la question dans la lutte contre le C.E.D. (en 1958 c'est à mon ami Louis Guillermet que je dédicace mon livre sur la Révolte des Canuts).

Louis Guillermet refuse de servir dans le cadre de l'OTAN sous l'éventuel commandement d'un ex nazi bourreau de son père fusillé pendant la résistance) : c'est possible lorsqu'il existe des conditions objectives pour promouvoir un véritable mouvement de masse, c'est-à-dire lorsqu'un acte peut être aisément compris de couches larges de la population.

Cette question nous nous la sommes aussi posée pendant la guerre d'Algérie avec le cas de camarades comme Alban Leichti refusant de partir dans une unité engagée dans la sale guerre coloniale. Mais la pratique a là aussi tranché : il est heureux que lors du putsch Challe-Salan-Zeller et Cie il y ait eu dans l'armée de nombreux communistes capables de prendre la tête de la résistance du contingent qui fut à l'origine de l'échec des partisans de « l'Algérie française » plus que le discours solennel de De Gaulle.

En tout cas le rejet individuel et, comme vous le reconnaissez non explicitement, (« récolté » parce que « ça ne plaît pas »), est sans intérêt et nous ne saurions l'encourager en quoi que ce soit. Le « spontanéisme » (qui diffère de la spontanéité ; le spontanéisme est l'érection de la spontanéité en principe d'action). Le spontanéisme, dans ce domaine comme dans d'autres, c'est un « péché » majeur dans la lutte où chaque erreur se paye cher.

Un dernier mot : je lis en titre du n° 1 de votre revue : l'antimilitarisme, maladie infantile de la non violence ? Permettez-moi de retourner la formule et de transformer l'interrogation en affirmation : c'est la « non violence » qui est maladie infantile de l'antimilitarisme prolétarien authentique (conçu comme un combat contre l'armée de classe).

Au fond, on retrouve là ce qui faisait dire en octobre 1890 à Engels dans une lettre à Konrad Schmidt : « Ce qui manque le plus à ces messieurs, c'est la dialectique ». Vous êtes victime des catégories éternelles, des principes abstraits et fixes. Mais le combat contre les grues métaphysiques sans cesse renaissantes nous est familier !

Maurice MOISSONNIER

Jean LACROIX : « COMMENT CANALISER NOTRE AGRESSIVITÉ PRIMAIRE ? »



Indéniablement, les deux premiers numéros d'Alternatives non violentes sont très intéressants. L'article de Jean-Marie Muller est remarquable. Ceci reconnu, je me demande si l'on ne fait pas la part trop belle au plus voyant, certes, mais pas au plus important.

Il n'y a pas seulement des mouvements divers qui se débattent comme ils peuvent dans une crise qui aboutira, selon moi, à une mutation profonde, mais où l'on se reconnaît encore mal. On parle beaucoup de la violence, on regrette ou condamne certains de ses aspects, on ne l'analyse guère. Pourtant depuis toujours — depuis Freud plus particulièrement — un problème est nettement posé : y a-t-il chez l'homme une agressivité primaire, fondamentale ? Si oui, comment la canaliser, l'éduquer, la refouler ou la déjouer par des moyens qui ne seraient pas des « violences » contre soi-même ou autrui ? That is the question. Personnellement, je crois que cette agressivité primaire existe (de quelque façon qu'on l'explique — et la théologie et la psychanalyse par exemple ici sont peut-être plus convergentes qu'opposées). Il est fait allusion dans votre deuxième numéro au livre de tout premier ordre, exceptionnel, de Girard, La Violence et le Sacre. Il mériterait une longue discussion. Il critique l'Oedipe freudien. Mais il découvre une violence interne au désir humain : on désire ce que désire l'autre, et c'est irremédiable. Ce qui ne signifie AUCUNEMENT qu'il n'y a qu'à dire : « la violence existe », et se croiser les bras. Ce qui signifie au contraire qu'il ne sert pas à grand-chose de l'anathématiser, qu'il faut la connaître, la comprendre, la dériver, la sublimer, apprendre aussi à la contenir et à la repousser — tant dans l'individu que dans la société.

Je ne pense pas qu'on arrive jamais à supprimer toute violence de l'humanité — et pour moi la « non violence »

ne va pas sans ambiguïté. Je verrais sur ce plan-là à distinguer au moins deux grands ordres de problèmes :

1) LA NON VIOLENCE COMME TÉMOIGNAGE. Cela, j'y crois et profondément. C'est peut-être ce que l'homme peut faire de plus grand et de plus beau. Qu'il y ait des hommes qui veuillent rendre ce témoignage, c'est une chose magnifique. Qu'ils fassent seulement attention ! On se méfie des témoignages qui s'exposent et parlent beaucoup ! Le « témoignage » ne cherche pas la publicité — ou il n'est plus témoignage. Il agit lentement mais profondément. Il trouble les consciences, voire même parfois des plus pervers. Ce témoignage refuse toute violence : il est pur et total — ou il n'est rien. Mais, s'il est, il illumine l'humanité et il pourra peut-être avoir une action de plus en plus importante.

2) LE PROBLÈME DES MOYENS EFFICACES POUR LIMITER, REFOULER, CANALISER LA VIOLENCE. Ce n'est plus le domaine du témoignage, mais celui de l'efficacité. Et sur ce plan il y a énormément à faire. D'ailleurs — à le regarder en gros et malgré toutes les ignominies — l'effort de l'humanité va dans ce sens. Les deux données fondamentales — je vous disais, je crois — fondamentales et certaines, sont dans l'humanité l'amour et la violence. Il y a les témoignages de l'amour. Mais il y a aussi la lente histoire — à poursuivre, à redresser, révolutionner même — des médiations par lesquelles on s'efforce de soumettre la violence à l'amour. Elles sont nombreuses, ces médiations, la plus voyante étant le droit, qui réalise ce paradoxe d'utiliser la violence contre elle-même en la soumettant à la raison. Quand il y a « révolte des faits contre le Code », ainsi que le disait déjà Morin au début de ce siècle et comme il est visible aujourd'hui, il y a révolution.

Cette révolution est commencée. Il faut analyser la situation, dégager ce qui se prépare, tâcher de parer aux erreurs possibles ou probables, éviter par dessus tout de prêcher une révolution violente. Mais en fait il y aura des violences. Comment les limiter au minimum ? Vincent Laure me paraît dire assez justement que poser les problèmes politiques en termes de violence ou de non violence est erroné. Il est vrai qu'il n'y a pas de politique sans violence. Je n'en déduirais pas qu'il faut par conséquent l'utiliser sans vergogne. Je dis qu'il faut étudier et employer les moyens qui permettront non pas de lutter par la violence contre la violence, mais d'instaurer une sorte de discipline contrôlée de la violence, une

limitation perpétuelle ou plutôt une orientation qui en fait non plus une violence, mais une « force publique ». Contre les déviations de cette « force publique », qui n'est plus guère soumise en France à la magistrature, à peine à l'Etat, opérer une transformation de société. Cette transformation n'ira pas sans violence. C'est un cercle vicieux — qu'on peut limiter, dont on peut — relativement — sortir si l'on est absolument conscient de ce que l'on veut faire, avec qui et de quelle manière. Et dans la société telle qu'elle est, il faut bien reconnaître que les communistes presque seuls représentent un « îlot de raison ».

Je crains que ce que je vous dis ne soit partiel et partial. Je suis en train d'écrire un volume qui s'appellera LE DESIR ET LES DESIRS et que j'espère terminer cette année — le 31 décembre ! Il sera aussi actuel que pur philosophique. La première partie étudiera des « utopies politiques du bonheur », en fonction de leur retentissement, direct ou indirect, dans une partie de la jeunesse contemporaine : 1) Rousseau et la Transparence ; 2) Saint-Simon et l'Habitat Humain ; 3) le JEUNE Marx et la fin des aliénations ; 4) Fourier et les désirs (sexuels). La deuxième partie s'efforcera d'analyser les motivations inconscientes et conscientes des désirs de cette jeunesse tant sur le plan du « pensé » (à partir de Freud et de Marx, Marcuse, W. Reich, le « freudo-marxisme » si en honneur, Deleuze et Guattari, etc.) que du « vécu » (d'après les essais, les romans, les confessions, les lettres, les « communautés » à la fois diverses et cependant proches. Nous vivons le temps des DESIRS. Qu'est-ce que cela signifie ? Et qu'en est la signification ? Pourquoi le refus violent de la technique, de la science, de la raison et de ce qui surplombe tout, la « vérité », si souvent et si violemment affirmé pour leur opposer les « machines désirantes » ou les « groupuscules schizophréniques ».

La troisième partie esquissera, à partir de là, une dialectique du Désir et des désirs — qui s'inspirera directement de Maurice Blondel et présentera (utilisera) sa pensée dans ce sens. Alors j'en viens à tout voir — momentanément — à partir de notre époque qui est le temps du Désir. Je pense même qu'il y a intérêt à présenter le christianisme sous cet aspect (ce que je m'attache à faire — avec prudence !), mon but étant, non d'opposer la raison aux « désirs » des jeunes (analysés d'une façon à la fois critique et sympathique), mais de retrouver dans tous LES désirs l'immanence d'UN Désir plus profond. Et dans ces désirs actuels, profondément sympathiques quoique superficiellement aberrants, dans ces désirs qui sont de paternité, de communion avec autrui et la nature, de refus de domination et de la nature et des hommes, on retrouve le fond « d'agressivité » dont je parlais. Ce n'est pas décourageant, mais instructif. Ce qu'il y a de remarquable chez la plupart, c'est que les attitudes politiques sont souvent des « super-structures ». Ce qui est mis en question, c'est un mode d'existence, un style de vie. C'est souvent utopique, et l'engagement réel n'existe guère : l'engagement prétendu n'est souvent que le refus de tout engagement. Là aussi, ce qui est dit dans ALTER-NATIVES NON VIOLENTES est souvent juste. On se réfugie dans quelque Euroville, on refuse tout « échange » pour ne plus pratiquer que le « partage », oubliant que l'échange lui-même — que notre système prostitue — est aussi un engagement.

Excusez ce gribouillage décousu. Il y aurait trop à dire (...). Je dois aller à Paris pour participer à la réunion du Centre d'Etudes Marxistes sur la « morale révolutionnaire ». Il y a des moments où je me demande si ce ne sont pas les communistes qui l'emporteront assez prochainement en France, parce que, comme je vous le disais, ils représentent dans le désarroi et l'irrationalité actuels un « îlot de raison ». Bien des « contestataires » risquent de finir avec eux, parce qu'un pays ne peut supporter le désordre à perpétuité et qu'ils représentent un « ordre » (c'est précisément ce qu'ils ont de dangereux !).

Mais à quoi bon prévoir l'imprévisible ? L'essentiel est de travailler comme l'on peut et avec qui l'on peut pour que la nouvelle société soit « habitable », pour que l'homme habite aussi l'homme, comme le disait (PRESQUE !) le jeune Marx.

Jean LACROIX
Le 10 janvier 1974

UN, DEUX, TROIS... PARTEZ !

Trois numéros : de quoi faire un premier bilan... sans prétention, mais sans chercher à ménager qui que ce soit ; sans inviter le lecteur à me suivre ; mais plutôt à faire de même : c'est le meilleur service que nous pouvons rendre à l'équipe de rédaction.

NUMERO 1 : Pourquoi avoir choisi un tel thème : « antimilitarisme, insoumission, non violence » pour le lancement ? Il est clair que ce thème devait être abordé tôt ou tard ; mais le mouvement non violent dans les pays industrialisés a du mal à s'exprimer réellement en dehors de ce terrain. Ce que j'ai vu en Amérique Latine par exemple est très différent : c'est à peine si l'on touche à ces questions. S'il ne faut pas négliger ce secteur de lutte, je crois qu'il ne faut pas non plus se polariser uniquement dessus alors que nous semblons désertier presque totalement les luttes sociales. Les numéros suivants vont rétablir fort heureusement l'équilibre.

Le moins que je puisse dire est que je ne me suis pas ennuyé à lire tout cela. Je ne me suis pas retrouvé dans tout ce qui était écrit dans ce numéro ; j'ai même réagi très vivement à certains passages, mais précisément, en juxtaposant les points de vue, en faisant cohabiter les extrêmes, les rédacteurs ont permis au moins à un lecteur de ne pas rester passif, de se poser des questions, et surtout de préciser sa propre pensée. C'est là que j'ai réalisé qu'Alternatives non violentes avait atteint son but en ce qui me concerne. Plus que jamais je pense que la confrontation des idées est plus féconde et utile que l'expression d'une pensée dont le monolithisme ne peut qu'engendrer la sclérose et une certaine stérilité. En tout cas, il me semble que la rédaction fait un effort sérieux pour ne pas tomber dans l'exclusivisme : le mélange détonnant fourni dans cette première « livraison » en est la preuve.

NUMERO 2. Au vu du titre, j'ai eu un peu peur du contenu. Quand on parle de révolution prolétarienne, c'est un peu comme si le mouvement non violent parlait de la révolution des autres, car chacun sait que « nos bases » ne se situent pas en majorité dans les classes ouvrière et paysanne, même si ce sont elles précisément qui, à travers leurs luttes, donnent à la

non violence ses plus beaux titres de gloire. L'article intitulé « Violence et idéologie », s'il contient des idées intéressantes pour un lecteur en quête de satisfactions intellectuelles, apporte peu lorsqu'il est extrait ainsi, froidement, d'une thèse de 3^e cycle... Alternatives pourrait chercher des moyens de communiquer à tous, et pas seulement aux plus intellectuels, des idées de fond sous une forme attrayante.

L'article sur le Mouvement des Noirs américains est écrit dans un style parfaitement limpide, tout comme celui de Jean Lasserre sur « Non violence et révolution armée ». Si je les place ensemble, c'est aussi parce que le premier semble être une illustration des théories développées dans le second, à partir du cas précis des Noirs des Etats-Unis. Peut-être que, dans un numéro ultérieur, il serait bon de tirer les enseignements de la fin en queue de poisson du travail commencé sous la houlette de Martin Luther King. Cela nous aiderait peut-être à construire un mouvement durable, et en tout cas à éviter certains écueils.

Au-delà de la disparition du personnage de King, il faut voir le pourquoi du démantèlement du mouvement. Autour de King, la figure publique, il y avait toute une équipe : qui sait, par exemple que James Bevel était le véritable organisateur des marches de Selma ? Qui connaît le rôle d'une des secrétaires de King et d'Andy Young, qui était le véritable « premier ministre » du S.C.L.C. ? Or, il faut connaître les tensions qui existaient au sein du S.C.L.C. et les changements qui étaient sur le point de s'opérer avant l'assassinat de King. Il faut voir aussi qu'Andy Young, maintenant député, et que j'ai rencontré au Congrès à Washington, a emmené avec lui, en quittant le S.C.L.C. pour entrer dans ses nouvelles fonctions politiques, certains des éléments-clé de l'organisation... Et cela au moment où Abernathy aurait eu besoin d'appuis plus forts que jamais dans la relève difficile qu'il devait assumer.

L'article de Jean Lasserre est fort bien étayé. Ce n'est peut-être pas un article de dialogue avec les partisans de la violence (encore que le ton s'y prête), mais il nous fournit une

bonne base de réflexion et d'excellents arguments pour les débats (souvent inutiles) que nous ne manquons pas d'avoir fréquemment sur ce thème.

L'article sur l'autogestion est trop bref : l'autogestion et les efforts à faire pour y parvenir soulèvent des questions passionnantes que l'on aurait pu sérieusement et aborder un peu systématiquement. Les non violents se réclament souvent du courant autogestionnaire, mais étant une minorité, issus généralement de classes moyennes, comment peuvent-ils réellement contribuer aux changements et à la mise en place des structures nécessaires ? Nous avons besoin de faire une recherche concrète dans cette direction.

Le texte proposé par le G.R.A.N.V. (Paris-5) tombe bien à sa place, car il est un des premiers essais de réponse à ce genre de questions. Il serait certes à retravailler, mais en dépit des critiques qu'on peut formuler, ce genre d'exposé est bien plus utile (parce que plus pratique, plus concret, plus ouvert) que les professions de foi faites dans le premier numéro (soyons clairs : je me réfère ici aux « manifestes »).

L'article de V. Laure, si j'en crois mes oreilles et la rubrique « courrier », a suscité pas mal de réactions. Disons-le tout net : cela me paraît être une des initiatives les plus importantes et les plus intéressantes qu'aient prises les rédacteurs d'Alternatives : cet article nous a tous remis en question. Il a donné à plus d'un lecteur l'envie de rédiger une réponse. A ne publier que des choses avec lesquelles nous sommes d'accord, à rester entre convaincus de la non violence, nous ne progressons pas réellement. Un des apports les plus bénéfiques de la revue est peut-être le questionnement qui peut se faire à travers des articles de personnes qui, sans partager nos vues luttent honnêtement pour une société meilleure. Bon nombre de militants sont prompts à dénoncer le parti-pris de la presse bourgeoise qui passe sous silence certains faits, ou le manque d'objectivité d'une certaine presse socialiste qui diffuse l'information à sens unique, mais dans le même temps ils voudraient censurer ce qui paraît dans leurs propres publications, et ne lire que ce qu'il leur fait plaisir de voir. Il y a des jours où je me demande s'il y aura encore des libertés dans la « société non violente » !

NUMERO 3. Cette fois-ci le contenu de la boîte est davantage à la hauteur de ce que promet l'étiquette. L'article de Jeanson est une bonne entrée en matière et, certes, un encouragement à notre action. Ce qui paraît important c'est sa démarche pour définir les apports mutuels dont peuvent bénéficier le courant non violent et les syndicats. Nous connaissons déjà quelques initiatives prises dans ce sens. Je souhaite que maintenant les choses arrivent à se réaliser dans

la pratique, au-delà des discussions possibles. Je souhaite surtout que nous ne cherchions pas à prêcher la non violence aux syndicats : il nous faut encore trouver des moyens de gagner une certaine crédibilité en dépassant la parole solidaire pour entrer dans l'action solidaire. Mais il faudra peut-être pour cela que nous commencions à nous battre davantage sur le terrain des luttes sociales où, dans l'ensemble, nous sommes encore un peu trop absents.

Si le mouvement non violent veut développer le travail avec les syndicats, nous aurons certainement besoin d'articles comme celui de Debrach qui permettent une vue plus intérieure du mouvement ouvrier ; mais rien ne remplacera l'expérience vécue...

Le reste est intéressant, mais parfois l'interview ne semble pas permettre à certains de s'exprimer aussi bien que dans leurs écrits. L'article sur Barbera est plus vivant, mais le personnage est plutôt provocateur. On a un peu l'impression que la revue peut se laisser facilement tenter par le vedettariat et nous présenter ainsi une série de « stars »...

Alternatives non violentes devrait petit à petit trouver des abonnés en dehors du cercle des convaincus de la non violence, et par là-même être un instrument de liaison avec d'autres courants de la gauche.

En fin de compte, cette critique par un lecteur n'a pas de sens si des centaines d'autres n'envoient pas leurs remarques : à votre tour de prendre un stylo !

Jean FABRE
(Copenhague)

PRECISION :

Nous avons publié dans notre précédent numéro une lettre qu'avait adressée Jean Kalman à Christian Delorme, et dans laquelle il marquait son désaccord avec la tournure prise par ALTERNATIVES.

Jean Kalman ne pensait pas que nous pourrions publier cette lettre, écrite de façon personnelle et rapidement. « Bien sûr, nous écrit-il, ce texte est compris comme la marque d'une profonde suffisance de son auteur, et comme un geste de chantage ».

Or, ce n'était pas ce que voulait notre ami d'Orléans. Les lecteurs d'ALTERNATIVES doivent, par conséquent, savoir que l'incident est clos ; qu'il n'y a pas de pugilat entre Jean Kalman et nous, et que les uns et les autres souhaitons pouvoir continuer à progresser ensemble.

NOUVELLES BRÈVES (suite de la page 21)

- « Rompre sans fuir » : La dernière plaquette de René Macaire (n° 6 du bulletin poitevin *Comprendre*, 3 F, à commander 98, bd des Rois, 86 Poitiers). Psychologue, animateur du groupe non violent de Poitiers, René Macaire, s'il est venu tardivement à la non violence, n'en est pas moins un de ceux qui l'ont le plus pensée. Rejetant le marxisme, passionné par les problèmes philosophiques et surtout par le courant communautaire, il s'efforce de « reprendre, comme il dit, les choses à la base ; là où les ont laissées Hegel et Feuerbach, les maîtres de Marx, et les pionniers de la main-mise de l'homme sur son Histoire ». Avec « Rompre sans fuir », René Macaire voudrait inviter l'homme, le plus humble qu'il soit, à prendre conscience des « inéluctables principes philosophiques qui mènent sa vie et la vie des autres ». Discutable, mais il mérite de l'être.
- Au sommaire du n° d'avril d'*Union Pacifiste* (4, rue Lazare-Hoche, 92100 Boulogne. Le n° 2,50 F, l'abonnement : 25 F). L'irréparable pacifisme intégral ; les jeunes face à l'armée et à la violence ; parlons un peu d'économie.

- Le groupe « Syndicalisme et non violence » de Lyon organise les 1 et 2 juin 74 un week-end sur le thème : « La non violence active peut-elle être un moyen efficace pour la lutte des travailleurs ? ».

Les questions discutées seraient, par exemple :

- Légalité ou désobéissance civile ?
- Changement des mentalités dans la lutte : comment la vivre, selon les principes que l'on défend ?
- Syndicalisme et prise de pouvoir ;
- Non violence et prise de pouvoir.

Renseignements : Michel Rouge, 12, quai Rambaud, 69002 Lyon.

- FRONTIERE, revue du C.E.R.E.S. revient, dans son n° 15, sur le problème de l'armée dans une perspective socialiste. On y trouve un texte qui pose la question de l'affrontement des classes qui sera inévitable si les socialistes veulent vraiment transformer notre société.
- LE MONDE DIPLOMATIQUE, d'avril, contient une longue et passionnante étude de Pierre Dommergues sur les Chicanos : comment, avec César Chavez, ils ont retrouvé leur dignité.
- FRERES DU MONDE (n° 83) retrace la genèse de la dictature militaire en Uruguay : il y a quelques années, ce pays connaissait un régime de démocratie semblable à celle de la V^e République... Il a logiquement abouti à la dictature militaire par un processus de militarisation.

- **IMPORTANT** : une session de formation sur NON VIOLENCE et SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE organisée par le G.R.A.N.U. de Paris-5, 11, rue Jean-de-Beauvais, 75005 Paris.

Lieu : près de Vanves. Epoque : du 1^{er} au 10 août.

On peut ne participer qu'à la 1^{re} partie de la session (1-4 août) qui portera sur « Contrôle ouvrier, autogestion et non violence ». La 2^e partie portera sur le « contrôle populaire ».

- Sur le thème « Vivre avec l'enfant », le mensuel *La Gueule ouverte*, propose trois journées de rencontres et de débats dans la région lyonnaise, les 1, 2 et 3 juin. Pour les personnes intéressées, écrire à Serge Pillard, Pérouges, 01800 Meximieux.
- Le dernier numéro de *La Lettre des Objecteurs* (25 bis, rue Lamartine, 69003 Lyon) est consacré à l'insoumission (2 F).
- Nous avons évoqué dans notre numéro 2 l'exemple original et prometteur de la société socialiste qui est en train de se construire en Tanzanie. La revue *Peuples du monde* (8, rue François-Villon, 75015 Paris) a publié dans son numéro de décembre un dossier assez complet à ce sujet (3,50 F). Le numéro de mars d'*Esprit* comporte également un intéressant article de Nicolas Renard sur « La Tanzanie, un espoir pour l'Afrique ». Enfin, les Editions Présence Africaine ont publié, en 1970, un recueil de textes du Président Nyerere.
- Dans les CAHIERS de la RECONCILIATION (mars-avril) : « Grèves et Violences », par le Pr Georges Lasserre.

A LIRE (ouvrages récents) :

- Helder Camara : *Le Désert est fertile*, Desclée de Brouwer.
 Bernard Clavel : *Le Silence des Armes*, Robert Laffont.
 Erik H. Erikson : *La Vérité de Gandhi*, Flammarion.
 Jean Herbert : *Ce que Gandhi a vraiment dit*, Marabout.
 Ivan Illich : *La Convivialité*, Seuil.
 Alain Krivine : *Questions sur la Révolution*, Stock.
 R. Lenoir : *Les Exclus*, Seuil.
 Léonidas Proano : *Pour une Eglise libératrice*, Cerf.
 Anthony Sampson : *I.T.T., Etat souverain*, Alain Moreau.
 A. Uribe : *Le Livre noir de l'Intervention américaine au Chili*, Seuil.

L'Internationale du Mouvement de la Réconciliation organise un congrès européen les 1, 2, 3 juin 1974, en Hollande :

" DÉMILITARISER L'EUROPE "

- a) Les complexes militaro-industriels.
- b) Les pouvoirs (centre de décisions).
- c) La place des courants non violents dans ces recherches.

Inscription

M.I.R., 4, allée de Pologne, 91300 Massy, France.

— AU TRAVAIL —

pour le numero 5

S'il y a une affirmation qui revient toujours dans nos analyses, nos projets, nos manifestes, c'est bien la nécessité d'un changement dans nos attitudes quotidiennes, nos manières de penser, nos réflexes idéologiques... « Révolution culturelle », « changer les mentalités en même temps que les structures », « vivre autrement », etc. autant d'expressions qu'on retrouve sans cesse, et pas seulement chez nous (cf Illich, Dumont, etc.).

Il y a sûrement là quelque chose de très important ; mais, en même temps, on se demande s'il n'y a pas un grand malentendu : on peut mettre là-dessous à peu près n'importe quoi, et le lien entre ces changements-là et les changements politiques n'est jamais analysé. Pour un peu, on se contenterait de dire : quand beaucoup de gens et de groupes auront fait leur révolution individuelle et communautaire, il n'y aura plus de problème politique, économique : ce sera, sans douleur, le socialisme libertaire non violent écologico-convivial... Pour d'autres, moins naïfs et plus sceptiques, il s'agit simplement d'un « sauve-qui-peut » individuel ou communautaire, en marge d'une société « pourrie » qu'on n'a aucune chance de transformer...

Ces problèmes méritent réflexion et clarification. C'est pourquoi le numéro 5 de la revue (qui sera un numéro double : juin-août) y sera consacré. Mais, sans l'apport des lecteurs, ce sera encore de la théorie ! Alors envoyez des textes (même brefs) où vous racontez comment vous faites votre révolution « culturelle » (vie communautaire, retour à la terre, nourriture biologique, école parallèle, circuits parallèles de consommation, d'information, expériences « spirituelles », etc.) et essayez de dire quel lien vous voyez entre votre expérience vécue et un projet de transformation de la société.

Envoyez ça avant le 1^{er} juin, 22, rue de l'Eglise, 69003 Lyon.

alternatives non violentes

AIDEZ-NOUS

En diffusant ce numéro ou en vous abonnant :

France : 20 F - Etranger : 25 F - De soutien : 50 F

Belgique : 200 FB - Suisse : 18 FS.

Chèques mandats ou timbres

C.C.P. 2915.21 Lyon

Adresse : 22, rue de l'Eglise, 69003 Lyon,

Tél. (78) 84.00.27.

NUMERO PRECEDENT

On peut s'abonner à partir du N° 3

(Syndicalisme et non violence, luttes en Sicile)

NUMEROS EN PROJET

Révolution culturelle (N° 5)

L'expérimentation sociale.

Educations et non violence.

Militer, mais comment ?

Collaborateurs : Membres du Mouvement Lyonnais d'Action Non Violente (68, rue Mercière, 69002 Lyon).
...et tous ceux qui enverront des articles !

Comité de Direction : Christian DELORME, Georges DIDIER, Christian MELLON, Directeur de Publication : Georges DIDIER
Secrétaire : Monique CHAMOUX.

Comité de référence :

Hervé de BELLEFON, Jean-François et Simone BESSON, Jacques de BOLLARDIERE, CAVANNA, Philippe de la CHAPELLE, Jean-Pierre CATTELAINE, René CRUSE, Michel DEGUY, Jean DESBOIS, Jean FABRE, Pierre FABRE, André FAUSSURIER, Henri FRIEDEL, Jean GOSS, Guy et Madeleine GUYOT, André JEANSON, Jean KALMAN, Marie LAFRANQUE, LANZA DEL VASTO, Jean LASSERRE, Maxime LE FORESTIER, René MACAIRE, Olivier MAUREL, Claude MICHEL, Ambroise MONOD, Théodore MONOD, Jean-Marie MULLER, Jean OFFREDO, Joseph PYRONNET, Henri ROSER, Albert SAMUEL, Père SCOTTO, Jean TOULAT, Pierre TOULAT, Jean VAN LIERDE.

Dépôt légal : 2^e trimestre 1974. Imprimerie HASSLER, 69400 Villefranche.



SOMMAIRE

Editorial (Ch. Delorme)	1
Fondements d'une non violence politique (J. Sémelin, J. Tirelli)	3
Non violence et socialisme (Ch. Mellon)	9
Syndicalisme et non violence (Groupe mixte "pacifistes-non violents")	15
Des nouvelles brèves et des Livres	21
Quatorze thèses du C. L. A. S. (Comité de Liaison pour l'Autogestion Socialiste)	22
Plateforme des objecteurs insoumis du Roannais	25
La non violence, maladie infantile de l'antimilitarisme prolétarien (M. Moissonnier)	29
Comment canaliser notre agressivité sommaire ? (J. Lacroix)	31
Un, deux, trois... partez ! (J. Fabre)	33
...et les dessins de J.-P. Andrevon	